

LE PLAN DE TRUMP : UNE « PAIX » COLONIALE IMPOSÉE SUR LES CADAVRES ET LES RUINES DE GAZA

RÉvolutionnaires

43 16 OCTOBRE 2025 · 2 € · LE JOURNAL DU NPA-RÉvolutionnaires

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

À nous, travailleurs et travailleuses, de nous faire entendre !

Le cirque parlementaire continue entre offres de service à Macron et tentatives de coller à la détestation ambiante de ce dernier, histoire de ne pas griller toutes ses chances pour de prochaines élections. La démocratie bourgeoise est en crise ? Le PS, comme d'habitude, propose ses services pour la sauver... Mais en tant que travailleurs, nous avons notre carte à jouer !

LE PS À LA RESCOUSSE DE MACRON ET DES PATRONS

Lecornu pense avoir gagné un sursis en élargissant son « socle commun » au PS d'Olivier Faure. La face réjouie de François Hollande à l'Assemblée est à elle seule tout un programme ! Car le rescapé Lecornu a présenté un budget de guerre sociale qui mérite le soutien de l'auteur de la loi Travail. Gel des pensions, doublement des franchises médicales, baisse des moyens des hôpitaux, baisse du salaire net des apprentis, augmentation des impôts des retraités qui touchent plus de 1 600 euros par mois, baisse accélérée des impôts sur les entreprises, suppressions de postes de fonctionnaires, baisse drastique des dotations pour les sports et la culture... Mais des milliards pour la guerre (+13 % pour les armées), pour le patronat (aucune remise en cause des 200 milliards de subventions et exonérations annuelles) et pour les banques (qui palpent sans rien faire les intérêts de la dette). Un musée des horreurs patronales qui n'a rien à envier à celui de Bayrou !

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉvolutionnaires



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	p. 1 à 4	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 14	VIE DU PARTI	p. 15
Editorial À nous, travailleurs et travailleuses, de nous faire entendre !	Sarkozy, Bolloré, Hidalgo, Dati et les autres	Gaza : la paix à la Trump, sur des ruines	LES 80 ANS DE LA SÉCU	1850, 1880, 1930 ou 1945 : La sécurité (sociale) de l'État bourgeois avant tout	Dégradations des droits des usagers - Les travailleurs de la Sécu racontent...	Stellantis Poissy : la direction aiguise ses couteaux... les travailleurs aussi	CHU de Nantes : trois grèves simultanées	Abonnez-vous et abonnez vos proches !	
Sans le PS, Lecornu serait à poil	France, terre d'accueil ? Ouvrez-moi la porte !	Kanaky : l'État français prêt à passer de nouveau en force	Exonérations de cotisations : le grand détournement	Le prétextu « trou de la Sécu » : faire les poches des travailleurs pour renflouer les riches	La campagne pour les cinq postières et postiers du 92 doit continuer !	Dans le 76 : les collèges publics au régime sec	En Gironde, une fête des révolutionnaires réussie		
Centre d'enfouissement de Bure : le retour à la terre, mais sans redevenir poussière !	Maroc : roi et hommes d'affaires face à la révolte de la jeunesse	Augmenter le salaire net en réduisant le brut ?	Santé : toujours moins de budget, toujours plus de reste à charge	Les honoraires des médecins explosent... La faute à qui ?	Une grève contre la peste Depestèle	Football : la multipropriété, c'est le multi-vol !	Première fête du NPA-R à Angers !		
Un an après le procès des viols de Mazan, la culture du viol toujours présente au tribunal de Nîmes	Guerre « informationnelle » : menace russe ou menace du fric ?	Allemagne : la social-démocratie main dans la main avec l'extrême droite	Maria Corina Machado, Nobel de la paix à la solde de l'impérialisme	Grève des Atsem de Lormont	BHV : « Qu'est-ce qu'on devient nous ? Des chômeurs ? »	Fermeture de la maternité des Lilas par l'ARS	NPA JEUNES-R p. 16		
Derrière les déclarations de Trump contre les Démocrates, la guerre contre les travailleurs				Compte-rendu d'une réunion de postiers dans les Yvelines	Lycée Robert Doisneau à Vaulx-en-Velin - les pétards et les vautour	Se préparer à engager le fer, malgré l'inaction des directions syndicales	Les sans-facs en lutte jusqu'aux inscriptions !		
						Protectionnisme pour l'acier européen	Non à une augmentation des frais d'inscription à l'université !		
						Le patronat du transport à la manœuvre	Madagascar : le président, ami de Macron, prend la fuite face à la révolte		

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

L'ARNAQUE DE LA SUSPENSION DE LA RÉFORME DES RETRAITES

Mais voilà. Ce n'est pas parce que le PS sert une nouvelle fois de bâton aux attaques patronales que cela va passer. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ce que Lecornu tente de mettre en avant comme prétexte « concession », c'est sur la réforme des retraites. Car bien qu'en 2023 la stratégie syndicale ait mené à la dispersion, cette réforme ne passe toujours pas dans la population. Mais il s'agit d'une arnaque : la suspension ce n'est ni le retour à 60 ans et 37,5 annuités, ni une abrogation de la réforme de 2023, et même pas la moindre baisse de l'âge de départ. Non, une simple suspension de l'augmentation des critères pour partir - dont les gains modestes seront largement rongés par le gel des pensions. Ce que Macron donne d'une main, il le prend de l'autre. Voilà leur « démocratie » patronale : des magouilles pour faire passer une politique invariablement au service des riches !

« REDONNER LE POUVOIR AU PARLEMENT »... POUR QU'IL MÈNE L'OFFENSIVE PATRONALE ET RACISTE !

Ce nouvel attelage du PS à LR en passant par Macron, s'il survit quelques semaines, ne se contentera pas du budget. Il a déjà mis à son agenda un nouveau conclave pour remettre sur la table la retraite « à points » que la grève de l'hiver 2019-2020 avait mise en échec - mais que la CFDT revendique, elle qui qualifie la suspension de « vraie victoire » ! Et ces adeptes du « barrage » à l'extrême droite continueront de lui courir après en reprenant ses mesures les plus crasses, comme la suppression des APL pour les étudiants extra-communautaires prévue au budget. Gageons que ce parlement où extrême droite et droite extrême sont en force, saura se montrer inventif dans les attaques racistes et anti-pauvres !

IMPOSONS NOS REVENDICATIONS !

Du PS au RN, ils gouvernent ou veulent gouverner au service des capitalistes. Mais nous pouvons les mettre en échec ! En septembre, les manifestations et les grèves ont fait la une avec une rentrée sociale comme il n'y en a pas eu depuis bien longtemps. Des luttes continuent, contre les licenciements ou pour de meilleures conditions de travail ou de salaire. Dans la Loire, les salariés du groupe JDE Peet's, viennent d'obtenir une augmentation de 160 euros brut mensuels minimum grâce à leur grève.

Tous ensemble, nous avons le pouvoir de tout bloquer, car nous sommes à la base de toute l'économie, à la source de tous leurs profits. Loin des joutes parlementaires, des cris d'orfraies pour la « démocratie » ou la « stabilité », de la lutte des places par la compromission avec Macron ou par de nouvelles élections, il faut nous préparer à nous battre contre les attaques du gouvernement et du patronat dans la rue et dans les grèves.

• 14/10/2025

Sans le PS, Lecornu serait à poil

À l'heure où nous bouclons ce numéro, nous ne savons pas si l'attelage PS-Macron-LR durera plus que quelques jours. Mais, qu'il y parvienne ou non, le fait même que le PS ait fait le choix de voler au secours de Macron est significatif.

Il est clair que cette alliance se fait sur le programme de Macron. Les mesures d'austérité sont brutales, en particulier dans le domaine de la santé (voir notre dossier). Les concessions faites au PS, la suspension de la réforme des retraites ou la taxe sur les holdings (mais dont sont exonérés les « patrimoines professionnels » comme, simple exemple, les actions !), sont seulement symboliques.

Le PS a certainement voulu éviter une dissolution qui aurait mis en danger ses places de députés. Mais cette compromission avec le président des riches lui coûtera cher électoralement à l'avenir. Que cette manœuvre ait été portée par Hollande lui-même, dont Macron avait été le Brutus en 2017, montre à quel point ces gens ont peu de rancune personnelle.

Non, le PS a agi essentiellement par esprit de responsabilité à l'égard du patronat qui réclame la fin de cette crise parlementaire. Ce parti a joué ce rôle de pilier du système capitaliste dans toutes les crises, dans l'opposition (vote des 350 milliards aux patrons pendant le Covid, sauvetage des banques en 2008) ou au pouvoir, où il a toujours attaqué les travailleurs et multiplié les interventions militaires impérialistes, en Afrique notamment.

Ceux qui, à gauche, crient à la « trahison » font mine d'avoir la mémoire courte. Car on ne peut être trahi que par ceux en qui on a mis sa confiance. La FI de Mélenchon, pressée d'accéder au pouvoir pour gérer les affaires de la bourgeoisie, a remis en selle le PS avec la Nupes en 2022 et le NFP en 2024. Et elle proposait de réanimer ce « front » pas plus tard que la semaine dernière, que ce soit pour une disso-

lution avec « objectif cohabitation » (avec Macron !) ou dans le but d'obtenir une majorité à la suite d'une présidentielle anticipée. Dans tous les cas, il s'agit de gouverner avec le PS, donc sur la base de son programme qui sera le plus petit dénominateur commun. C'est une impasse.

Seules nos luttes pourront permettre de contrer vraiment la progression de l'extrême droite et de mettre un terme à l'offensive patronale. Des luttes dirigées par les travailleurs eux-mêmes, et pas dévoyées par les appareils syndicaux liés à la gauche de gouvernement. Des luttes qui pourront d'ailleurs entraîner les milliers d'électeurs et de militants sincères de ces partis de gauche institutionnels. D'où l'urgence de construire un parti révolutionnaire communiste qui défende les intérêts des travailleurs jusqu'au bout - au moins autant que Macron et le PS défendent les intérêts des patrons !

RAPHAËL PRESTON • 14/10/2025

UN DÉTAIL

La suspension de la réforme des retraites concerne aussi l'augmentation du nombre de trimestres nécessaires pour toucher le taux plein, une mesure décidée par Marisol Touraine en 2013, ministre d'un gouvernement PS-Verts soutenu par le PCF. Le PS se réjouit fort bruyamment de la suspension de sa propre politique !

NUMÉRO 43 • 16 OCTOBRE 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »

ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX

BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,

AURÉLIEN GAUTREAUX, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION

AURÉLIEN GAUTREAUX

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

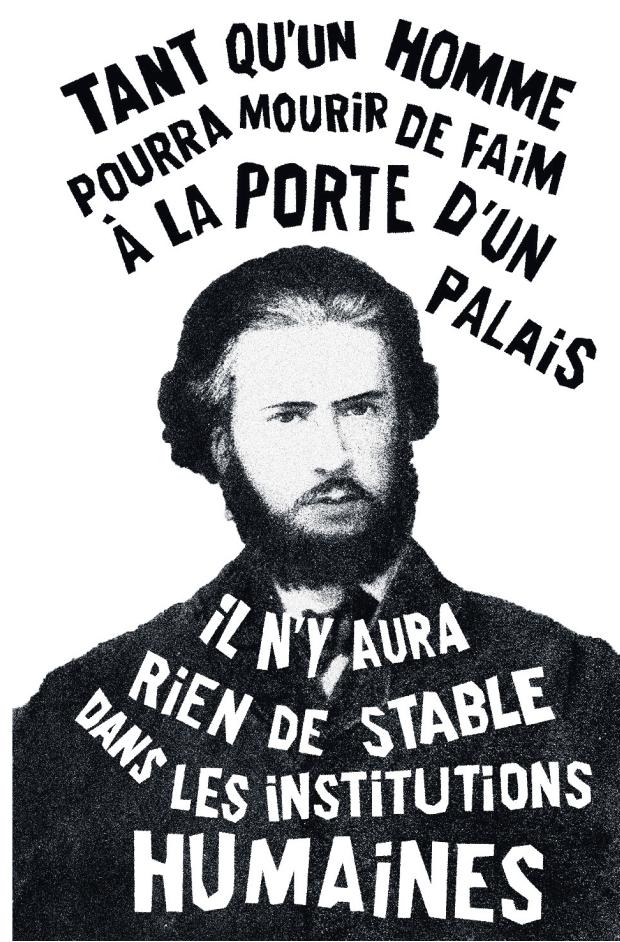
TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT

30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE

TÉL. : 01 49 63 66 66

RÉVOLUTIONNAIRES



EUGÈNE VARLIN (1839-1871), OUVRIER RELIEUR, COMMUNARD EXÉCUTÉ PAR LES VERSAILLAIS, MILITANT DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

C'EST QUI LE PATRON ?

Discours de politique générale de Lecornu, 14 octobre : « J'ai pris des engagements, ceux que les oppositions demandaient. J'en prends un supplémentaire et il doit être entendu par chacun, y compris par nos prêteurs sur les marchés financiers : je n'endosserai pas un résultat qui mettrait en danger la crédibilité de notre pays. » La « crédibilité du pays », c'est donc la capacité à payer des intérêts aux « prêteurs », c'est-à-dire aux banques et autres fonds qui vivent de la spéculation en général et des rentes offertes par la dette de l'État en particulier. Voilà auprès de qui un Premier ministre doit « s'engager » en régime capitaliste.

L'EXTRÊME DROITE EN EMBUSCADE

Wauquiez des LR comme Vallaud du PS ont prétendu que leur ralliement à Macron visait à empêcher le RN d'accéder au pouvoir à la faveur d'une dissolution. Mais comme chacun le sait désormais, ce genre de barrage ne peut que faire monter l'eau.

Le Pen se paye le luxe d'apparaître comme une opposition résolue sur le terrain parlementaire (au même titre que LFI), tout en ayant la certitude que, même sans législatives anticipées, c'est sa démagogie raciste qui sera à l'ordre du jour de cette Assemblée à la majorité très à droite. Et ce n'est pas le Sénat de Larcher qui va la contrarier !

Lecornu a déjà multiplié les clins d'œil. Il a affirmé dans son discours de politique générale que « les enjeux migratoires à venir, tant liés à la démographie, au réchauffement climatique et au terrorisme posent un défi imminent ». Un « défi » les réfugiés qui fuient la misère et la guerre ? Sauf à prétendre, par amalgame raciste calculé, que ce sont des « terroristes » !

La composition du gouvernement est à l'avenant. Pour n'en citer qu'un, Vincent Jeanbrun, maire dans le Val-de-Marne, adepte du tout-sécuritaire et habitué des plateaux de CNews. Ses deux propositions phares : interdire les HLM aux chômeurs et limiter à 30 % le taux de logements sociaux. Un vrai progressiste !

Le marchepied au RN s'est transformé sous Macron en escalier roulant - ascenseur pour l'échafaud. À moins de remettre nos préoccupations de travailleurs et de travailleuses sur le devant de la scène. Dans les périodes de lutte, comme celle que nous avons vécue pas plus tard qu'en septembre avec trois grèves nationales réussies, l'extrême droite se tait, car elle n'a rien à dire, tant sa démagogie contre les travailleurs immigrés ou privés d'emploi n'a d'égal que sa soumission au patronat.

Centre d'enfouissement de Bure : le retour à la terre, mais sans redevenir poussière !

Le 20 septembre s'est tenue une énième manifestation à Bure dans la Meuse contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires hautement radioactifs. Mené par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra), ce projet, lancé au début des années 1990 et dont le coût est estimé à près de 40 milliards d'euros, n'a pas cessé d'être contesté : manifestations, occupations de bâtiments et de forêts, notamment pour résister à de nombreuses expropriations paysannes, pétitions signées par plusieurs dizaines de milliers de personnes ou recours judiciaires.

L'arrivée des premiers colis nucléaires censés être accueillis sous forme vitrifiée dans des alvéoles à 500 mètres sous terre est attendue au cours des décennies 2040-2050. Ces déchets, dits « ultimes », résultent essentiellement des traitements du combustible utilisé par les centrales et qui, aujourd'hui, ne peuvent être détruits. Les déchets attendus s'élèvent à 83 000 mètres cubes, sans compter leur augmentation exponentielle en cas de construction accélérée de nouveaux réacteurs comme le prévoit le gouvernement. Leur dangerosité diminuera certes avec le temps, mais certains ne se confondront avec l'écosystème ambiant qu'au bout de... 100 000 ans, au mieux ! Durant ces dizaines de milliers d'années, toutes les catastrophes restent possibles : inondations, corrosion, séismes, explosions... Ce mode de stockage, destiné à devenir irréversible, prive les générations futures du choix de la façon dont elles devront assumer ce fardeau. Le site est surveillé en permanence par 80 gendarmes : l'État et le nucléaire, c'est une vieille histoire d'amour en France.

plus rapidement possible de générer de l'énergie à partir des centrales nucléaires et de réserver le nucléaire aux quelques domaines où il est utile, comme la médecine ou la recherche scientifique.

Pour cela, on ne peut se contenter de faire pression sur les industriels et les gouvernements actuels, déjà parce qu'une décision d'arrêt du nucléaire, comme en Allemagne, est toujours susceptible d'être remise en question, mais aussi parce que, si la société reste gérée en fonction du profit du capital privé, il n'y aura pas de « bonne manière » de produire l'énergie, ni le reste.

Envisager une solution aux problèmes posés par la filière nucléaire, c'est revendiquer dès aujourd'hui le contrôle ouvrier sur la production d'énergie dans la perspective d'une autre société gérée en fonction des intérêts généraux de la population et sous son contrôle, capable d'adopter démocratiquement, en toute connaissance de cause, les solutions les mieux adaptées à la sécurité collective comme aux besoins sociaux.

MARIE DAROUEN ET MICHEL GRANDRY • 13/10/2025

Pour retrouver
toute l'actu de la lutte
des classes,
abonnez vous



UN AN APRÈS LE PROCÈS DES VIOLS DE MAZAN, LA CULTURE DU VIOLENCE TOUJOURS PRÉSENTE AU TRIBUNAL DE NÎMES

Le procès de Mazan, il y a un an, avait choqué tout le monde, révélant l'étendue de la « culture du viol », ce climat patriarcal crasse qui permet et encourage le fait de voir les femmes et les enfants comme des objets à utiliser par les hommes. Une vague de solidarité envers Gisèle Pélicot avait émergé dans tout le pays, saluant le courage de cette femme qui a refusé le huis clos pour le procès et choisi d'en faire une affaire publique et politique « pour que la honte change de camp ».

LE PROCÈS EN APPEL DE NÎMES : QUAND L'AGRESSEUR SE FAIT PASSER POUR VICTIME

Du 6 au 10 octobre s'est tenu à Nîmes le procès en appel de l'un des 46 condamnés. Husamettin Dogan affirmait être lui aussi « victime » de Dominique Pélicot. Sous emprise, il n'aurait pas su refuser les demandes du mari. Il faut vraiment ne pas avoir honte pour se présenter comme « victime » au même titre que la femme que l'on a violée ! Car il a reconnu l'acte de pénétration sur Gisèle Pélicot endormie, acte dont le mari a conservé quatorze vidéos, mais

en affirmant ne pas avoir eu conscience de l'état de cette dernière... puisque son mari était consentant !

C'EST DE TOUTE LA FAMILLE PATRIARCALE QU'IL FAUT FAIRE LE PROCÈS !

L'affaire Pélicot est un miroir de tout ce que la famille patriarcale peut produire. Le mari peut utiliser sa femme comme un objet, qu'il réduit d'ailleurs à l'état de chose en la droguant au Temesta. Derrière lui, il y a tous les violeurs de Mazan : des pères et des maris « ordinaires », mais représentatifs de la famille patriarcale et bourgeoise. Face à la montée des discours réactionnaires qui voudraient nous faire croire que les femmes ne seraient en sécurité qu'au foyer, Gisèle Pélicot nous rappelle que ce modèle familial organisé autour de la domination du père et du mari ne nous protège en rien. Il nous opprime et est en cela un obstacle à l'émancipation des femmes et, avec elles, du genre humain.

UMA DAUNAI • 13/10/2025

LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES
BP60008 IVRY 94201 CEDEX

Abonnement

RÉVOLUTIONNAIRES

Tarif pour le journal papier :

12 mois :	<input type="checkbox"/> 40€	<input type="checkbox"/> soutien 50€
6 mois :	<input type="checkbox"/> 20€	<input type="checkbox"/> soutien 25€

↑ Nos abonnés reçoivent aussi le journal en format numérique.

Infos obligatoires :

Nom :	
Prénom :	
Adresse :	
Code postal :	Ville :
Email :	
Paiement :	<input type="checkbox"/> Liquide <input type="checkbox"/> Chèque

↑ Pour payer par carte bancaire, rendez-vous sur notre site internet, npa-revolutionnaires.org/abonnement/

↑ Pour payer par virement, envoyer un mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org

Sarkozy, Bolloré, Hidalgo, Dati et les autres

Depuis la condamnation de Sarkozy à la prison ferme, un vent glacial souffle entre lui et Bolloré. Leur idylle était pourtant sans taches jusque-là : je te file quelques coups de main quand je suis président pour que ta fortune, en particulier en Afrique, croisse et se multiplie et, juste retour des bienfaits, tu me donnes un poste d'administrateur du groupe Lagardère quand je ne le suis plus. Mais voilà qu'une condamnation pour « association de malfaiteurs » survient, et ça ne fait pas de la bonne pub. Le malheureux Sarkozy, du coup, n'est plus « quasiment la famille ». Il se murmure même à la direction du groupe que « c'est à lui de démissionner ». Mais une petite fâcherie entre gens du même monde, ça peut toujours s'arranger...

À la ville de Paris, les couteaux sont tirés : les municipales approchent. La maire, Anne Hidalgo, a été ulcérée que soient révélées ses notes de frais. Il est vrai que ce n'est pas triste : plus de 200 000 euros en quatre ans, repas dans les grandes tables parisiennes, apéritifs au champagne, dépenses en chocolats, robes de grands couturiers, et on en passe. La riposte ne s'est pas fait attendre et elle a dégainé à son tour en dévoilant les « *frais engagés par les maires d'arrondissement* », « *dans un souci constant de transparence et de responsabilité* », a-t-elle assuré. On trouve là aussi repas dans de grands restaurants, caisses de champagne, et bien sûr, des vêtements. À l'étonnement général, la principale rivale d'Anne Hidalgo, Rachida Dati, apparaît comme la plus économique... à condition bien sûr d'oublier ses bijoux cachés au fisc et ses petits arrangements à 900 000 euros avec Renaudat !

Bref, quand un coin du voile se lève, ces politiciennes, politiciens et affairistes se montrent tels qu'ils sont : intransigeants en paroles sur la morale, le droit et pourfendeurs de la délinquance, mais n'oubliant jamais de se servir au passage, légalement... ou non. Un spectacle peu ragoutant.

MICHEL GRANDRY • 14/10/2025

Ras-le-bol des médias des milliardaires ?

ABONNE-TOI À
RÉVOLUTIONNAIRES



Pour un parti des travailleurs et des travailleuses, communiste & internationaliste

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



npa-revolutionnaires.org

France, terre d'accueil ?

Selon l'Insee, six millions d'étrangers vivent en France en 2024, ce qui représente 8,8 % de la population¹. N'en déplaise à celles et ceux qui font du racisme leur fonds de commerce, la France arrive plutôt en queue de peloton : la moyenne européenne est de 9,6 % d'étrangers. L'Allemagne en compte 14,5 %, la Belgique 13,8 %, l'Espagne 13,4 %... et le Luxembourg 47,2 %. À croire que ce dernier est bel et bien « grand remplaçé » par les exilés fiscaux du continent !

Les immigrés, c'est-à-dire tous ceux qui sont nés étrangers à l'étranger, sont un peu plus nombreux (7,7 millions), car un tiers d'entre eux ont acquis la nationalité française depuis et ne sont plus « étrangers ». Mais, signe des temps, les naturalisations, qui avaient augmenté dans les années 1980-1990, se sont taries au début du siècle, si bien que le nombre d'immigrés naturalisés se réduit. L'acquisition de la nationalité française est devenue un parcours du combattant, encore durci par la circulaire Retailleur de mai dernier, exigeant des connaissances et conditions de ressources qui en feraient perdre leur latin à bien des ressortissants français. Mais bien sûr, les mêmes gouvernements donnent des leçons sur « l'intégration », quand ce sont eux qui empêchent les travailleurs immigrés de vivre normalement, faute de stabilité administrative.

Les chiffres de l'Insee montrent que la part d'étrangers dans la population a progressé ces quinze dernières années,

à la suite de la crise économique de 2008 et des guerres impérialistes qui se sont multipliées au Moyen-Orient et en Afrique. Mais l'extrême droite n'a pas besoin de cela pour mettre le chômage et les bas salaires sur le dos des immigrés, pour mieux masquer la responsabilité des grands patrons. Toutes ces années durant lesquelles la famille Le Pen a rabâché ses discours racistes ont été celles d'une grande stabilité de la part des étrangers présents en France. Celle-ci s'est même contractée, de 6,8 % en 1982 à 5,8 % en 2008.

Les démagogues racistes ne se privent évidemment pas de pointer du doigt la couleur de peau ou la religion des nouveaux immigrés. Aujourd'hui, 46 % des étrangers présents en France possèdent effectivement une nationalité africaine, devant les 35 % d'origine européenne et les 13 % d'Asie. Mais quand les immigrés venaient majoritairement d'Europe, les xénophobes trouvaient bien d'autres raisons d'être racistes. Les Italiens, Portugais, Polonais ont aussi eu à subir les quolibets et préjugés en plus de la surexploitation et des conditions de vie dégradées. Les derniers arrivés subissent toujours le plus durement le racisme entretenu par les gouvernements. C'est la conscience de classe des travailleurs et des travailleuses qui peut faire reculer le racisme, en revendiquant la liberté de circulation et d'installation pour tous et toutes et en forgeant la solidarité internationale des travailleurs. Les patrons exploitent la planète sans frontières pour le capital, mais se servent d'elles pour diviser la classe ouvrière. Alors que les politiciens se servent du racisme comme marchepied pour faire carrière, il est urgent de rappeler qu'aucun humain n'est étranger sur cette Terre.

MAURICE SPIRZ • 13/10/2025

1. Pariset C., Tanneau P., « En 2024, 6,0 millions d'étrangers vivent en France, 0,9 million y sont nés », Insee Première n° 2076, octobre 2025.

Ouvrez-moi la porte !

Le comité exécutif du NPA-L'Anticapitaliste publie sur son site¹ une lettre qu'il a adressée aux organisations fondatrices du Nouveau Front populaire (NFP) : « ... nous déplorons la décision d'exclure certaines organisations parties prenantes du NFP des discussions qui ont eu lieu ce mardi 7 octobre. » C'est vrai que c'est mesquin, alors qu'Olivier Besancenot se fait sur les ondes et réseaux sociaux, le porte-parole de la gauche, qui s'était allié pour les législatives de 2024 (de Hollande à LFI, en passant par Glucksmann, les écolos, PS et PCF). Bien mesquin aussi, alors que Philippe Poutou a courageusement mené campagne en 2024 dans une circonscription allouée, parmi les moins gagnables !

Mais le plus déplorable est certainement la profession de foi en faveur d'une nouvelle alliance à gauche. Faudrait-il vraiment que toute cette gauche signe à nouveau, comme en 2024, un programme qui défend des crédits militaires, davantage de flics, aucune mesure coercitive contre les appétits patronaux ? Ou ne faudrait-il pas dénoncer ce programme ? À quel moment, au gouvernement dans le passé, cette gauche a-t-elle mené une politique qui défend les intérêts fondamentaux des travailleurs ? Elle a alterné au pouvoir avec la droite, s'y est discreditée en gérant les affaires de la bourgeoisie, et a ouvert la voie à l'extrême droite. Le comité exécutif du NPA-A persiste et signe pourtant : « Face au danger de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite [...], il nous faut retrouver la voie d'une unité très large sur la base du programme que nous avions défendu dans le cadre du NFP... »

Plus grave, l'enfumage : « Ces revendications [du NFP] ont été portées par des millions de travailleurs-euses et par la jeunesse lors des mobilisations des 10 et 18 septembre, et encore le 2 octobre dernier avec l'ensemble des syndicats, associations, collectifs et les Assemblées 'Bloquons tout' », est-il écrit. Mais les manifestations et grèves qui ont marqué le 10 septembre, sous le slogan « Bloquons tout », répondaient à l'absence de réaction des appareils de la « gauche syndicale et politique ». Entre autres de l'intersyndicale (partie prenante

du NFP), dont les leaders ont tenté de reprendre le contrôle par l'appel au 18 septembre. Ensemble, gauche syndicale et politique, ont cherché à aiguiller la colère des travailleurs et des jeunes vers des jeux politiciens. Le comité exécutif du NPA-A tait-il la manœuvre, face à cette gauche, pour qu'elle ne lui claque plus la porte au nez ?

Macron est hâti, bien sûr, mais en faire la cible essentielle (comme LFI), en mettant en avant sa démission, la fin de la V^e République et une Constituante, c'est masquer l'exploitation qui est à la racine du système capitaliste, c'est taire le pouvoir des patrons qui mènent l'humanité à la catastrophe. Leur enlever ce pouvoir par une mobilisation collective, voilà ce qui sera de la démocratie vivante ! Entre une solution institutionnelle pour la bourgeoisie (dont une Constituante) et l'organisation propre de la classe ouvrière en lutte, dans des comités, coordinations, éléments de son double pouvoir, il faudra pourtant choisir, car ces deux voies ne peuvent que s'affronter.

MICHELLE VERDIER • 14/10/2025

1. « Lettre aux organisations fondatrices du NFP », publiée le 7 octobre 2025 sur le site npa-lanticapitaliste.org

Gaza : la paix à la Trump, sur des ruines

Si tu veux être encensé comme homme de la paix, finance la guerre. Telle semble être la formule magique de Donald Trump. Son nom a été acclamé sur la « place des otages » de Tel-Aviv pendant que celui de Netanyahu se faisait huer par la foule. Mais lui-même, accouru en Israël lundi 13 octobre, jour du retour des derniers otages israéliens, félicitait à la tribune de la Knesset le génocidaire Netanyahu « l'un des plus grands présidents en temps de guerre [...] Je vois que vous êtes populaire [c'est] parce que vous savez gagner ». Gagner une guerre, faire plus de 67 000 morts et de 150 000 blessés, serait aux yeux de Trump la voie de la paix. Une paix des ruines et des cimetières.

UNE « PAIX » POUR MIEUX POURSUIVRE LA COLONISATION ?

La population de Gaza, elle, n'a plus d'endroit où vivre, sauf les tentes de camps de réfugiés. L'armée israélienne continuera à occuper pendant un temps une moitié du territoire, puis de façon permanente toute une zone le long de la frontière. Si tant est que le calendrier de retrait progressif, dont les délais sont laissés au libre caprice de Netanyahu, soit respecté. Rien ne dit qu'il le soit. Rien ne dit même que la guerre soit finie, qu'Israël ne va pas, une fois de plus, rompre la trêve, maintenant que les otages sont libérés contre une petite partie des « prisonniers » palestiniens - des dizaines de milliers sont encore enfermés dont de très jeunes adolescents détenus sans procès et torturés mais, eux, ne sont pas qualifiés « d'otages » !

Ces deux ans de guerre n'ont été qu'une étape de plus dans la politique expansionniste et colonialiste du gouvernement israélien, menée à coup de guerres successives (1948, 1967, 1973, 1980 au Liban) depuis la création d'Israël. Elle a été, de plus, l'occasion pour Israël d'accélérer les opérations de colonisation en Cisjordanie, armée régulière et milices de colons expulsant les Palestiniens de chez eux. Pas un mot dans le simulacre de plan de paix sur ces colonies sauvages.

TOUT LE MONDE VEUT « GOUVERNER » LES PALESTINIENS, PERSONNE NE LEUR DEMANDE LEUR AVIS !

C'est à Charm el-Cheikh en Égypte que se jouait, ce même lundi 13 octobre, le deuxième show dudit « plan de paix ». Devant une vingtaine de chefs d'États, dont le maréchal Sissi d'Égypte, le roi Abdallah II de Jordanie, le président turc Erdogan et Emmanuel Macron, Trump qualifiait ce

sommet de « *jour formidable pour le Moyen-Orient* ». Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, n'était là qu'en figurant. Ni l'autorité palestinienne (il est vrai déconsidérée en Palestine pour son rôle de collaboration avec Israël), ni encore moins les Palestiniens eux-mêmes n'auront eu leur mot à dire sur la gestion de Gaza pour l'après-guerre.

Du côté des chefs d'États des pays voisins, Abdallah II et le maréchal Sissi, le soulagement est surtout celui d'avoir évité que Netanyahu, « finissant le travail » comme il le disait avec cynisme, n'éjecte vers leurs pays les Palestiniens de Gaza, deux millions de pauvres de plus qui risqueraient de déstabiliser leurs dictatures.

Du côté des grandes puissances, le problème est seulement de gérer l'enclave de Gaza, cette prison à ciel ouvert. Le plan Trump prévoit une autorité internationale que Trump lui-même présiderait, et dont l'ancien Premier ministre travailliste britannique, Tony Blair, devenu riche homme d'affaires, pourrait être le géolier en chef, et accessoirement gérer les dividendes du marché des quelques reconstructions. Pour assurer la surveillance de la population de ce ghetto, Macron a déjà offert le concours des militaires français à la mise en place et à l'entraînement d'une police internationale - le « maintien de l'ordre », une spécialité bien de chez nous !

De liberté du peuple Palestinien, personne ne parle. Ce combat est toujours devant nous. Face aux impérialistes dominants, avides de garder le contrôle des richesses notamment pétrolières du Moyen-Orient, en s'appuyant sur des dictatures brutales, dont celle d'Israël, une vague de solidarité internationale a déferlé, de tous les peuples de la région qui ne connaissent eux-mêmes que misère et régimes dictatoriaux, mais plus largement d'une partie de la jeunesse et des travailleurs du monde. Avec les manifestations massives notamment en Angleterre, à Barcelone ou en Italie, avec même des grèves contre le massacre à Gaza et l'interception de la flotte. Pas question pour ces millions (dont nous sommes) qui ont manifesté de fait ensemble depuis deux ans de lâcher la solidarité avec le peuple palestinien.

OLIVIER BELIN • 14/10/2025



KANAKY-NOUVELLE-CALÉDONIE : L'ÉTAT FRANÇAIS PRÊT À PASSER DE NOUVEAU EN FORCE

Il a pu paraître étrange que, lors de ses déclarations des 7 et 8 octobre, le futur ex-Premier ministre Lecornu, vite renommé à la même place, ait placé comme priorité, au même titre que l'adoption d'un budget, « la Nouvelle-Calédonie, qui peut paraître loin de l'Hexagone, mais sur laquelle des textes importants [sont lancés] ». Ajoutant : « Malheureusement, la situation politique nous empêche de débuter les débats et l'adoption éventuelle de ces textes par l'Assemblée nationale et le Sénat », alors que « c'est un sujet de préoccupation majeur. » Mettre en avant une telle « préoccupation » n'a rien de rassurant quand on sait que, lorsqu'il était ministre des Outre-mer en 2021, il avait forcé la tenue à la date prévue du troisième référendum prévu par les accords de Nouméa concernant l'avenir de ce territoire colonisé par la France depuis le milieu du XIX^e siècle, alors que l'archipel sortait tout juste de l'épidémie de Covid et que toutes les organisations kanak avaient appelé au report, pour respecter la période de deuil coutumier. Malgré l'appel au boycott des organisations indépendantistes et la très

faible participation à ce référendum parmi les Kanak (4 % seulement par exemple sur l'île de Lifou), l'État français s'était félicité du résultat. Évidemment, puisqu'il allait dans son sens, c'est-à-dire le maintien de la Kanaky sous domination française. Les dirigeants français étaient trop contents d'un tel résultat, même s'il était totalement artificiel, alors que, lors des précédents référendums, le camp indépendantiste ne cessait de progresser.

Lecornu veut récidiver dans le passage en force, en trouvant une majorité pour faire vite avaliser dès l'ouverture de la session parlementaire un nouveau report en juin des élections provinciales, normalement prévues d'ici fin novembre, mais, surtout, pour coupler à ce nouveau report, un « élargissement du corps électoral » de 12 000 personnes, toutes Caldoches, ce qui serait évidemment favorable au camp loyaliste. Ce même élargissement qui avait entraîné le soulèvement du peuple kanak en mai 2024, puis la vague de répression massive contre ceux et celles qui s'étaient soulevés.



Alors que le camp indépendantiste, affaibli et divisé, a finalement refusé sur le fil l'accord de Bougival de l'été dernier, l'État français est de nouveau en mode « ça passe ou ça casse ». Pour cela, le soldat Lecornu est toujours prêt. Pas dit que les populations kanak l'acceptent !

MARIE DAROUEN • 14/10/2025

>> SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale :

npa-revolutionnaires.org

ALLEMAGNE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE MAIN DANS LA MAIN AVEC L'EXTRÊME DROITE

Le 8 octobre, le Parlement allemand a abrogé à 450 voix contre 134 une loi sur l'accès à la nationalité allemande aux immigrés, qui faisait passer le délai pour une demande de naturalisation de huit ans à cinq, voire trois ans en cas « d'intégration particulièrement réussie ». Aux voix du parti d'extrême droite AfD, se sont jointes celles des sociaux-démocrates du SPD, actuellement partenaire « junior » de la coalition gouvernementale menée par les conservateurs. Cette loi avait pourtant été passée il y a quelques années par les sociaux-démocrates eux-mêmes : elle visait, disaient-ils, à faciliter l'accès à la nationalité et l'immigration de travail pour les métiers « en tension ». Mais elle cachait en fait une série de mesures racistes et xénophobes. L'ex-chancelier social-démocrate Olaf Scholz avait alors posé à la une d'un des principaux hebdomadaires du pays avec le titre : « Nous devons enfin expulser à grande échelle. » Cette loi permettait le retrait de la nationalité pendant dix ans pour des personnes naturalisées, notamment en cas de fausse déclaration pendant le processus de naturalisation, y compris si cela aboutissait à un statut d'apatrie. Un pas vers la déchéance de nationalité critiquée par la Cour européenne des droits de l'Homme. Darmanin en rêvait, la social-démocratie allemande l'a fait !

C'est donc bien sur ses propres mesures xénophobes que le SPD a surenchéri avec ce vote, prouvant si cela était encore nécessaire, que la gauche n'a rien à envier à la droite quand il s'agit d'emboîter le pas aux démagogues d'extrême droite !

HONGRIE « ANTIFA » : L'EXTRÊME DROITE EUROPÉENNE TENTE DE COPIER TRUMP

Le 27 septembre 2025, le régime ultraconservateur de Viktor Orban a emboîté le pas à Trump en classant « l'idéologie antifa » comme organisation terroriste. Objectifs : intimider les militants, mais aussi détourner l'attention. Car la grâce accordée par la présidente et contresignée par la ministre de la Justice pour un directeur de foyer d'enfants accusé d'avoir couvert pendant des années des abus sexuels, a déclenché un scandale pour le régime, adepte des grands discours sur les « élites pédophiles » et les valeurs familiales... d'autant plus que le scandale a mené à la démission des deux seules femmes du gouvernement !

Le régime d'Orban n'avait pas attendu Trump pour réprimer les militants antifascistes. À la suite d'affrontements en marge d'une manifestation annuelle de néonazis en 2023, le gouvernement avait rendu publiques les informations privées de militants hongrois de gauche et emprisonné des militants antifa étrangers. En premier lieu des Allemands, dont l'une a été extradée par son pays et croupit depuis juin 2024 dans les geôles hongroises, risquant jusqu'à quatorze ans de prison. Mais aussi la militante antifasciste Ilaria Salis, élue députée aux dernières élections européennes, ce qui lui a permis d'être libérée.

Ce mardi 7 octobre, un vote était organisé au Parlement européen à la demande des autorités hongroises pour la levée de son immunité parlementaire. D'une seule voix, 306 contre 305, le vote a décidé de son maintien. Un soulagement certes, mais qui ne risque pas de décourager les apprentis Trump, en Hongrie ou ailleurs.

Maroc : roi et hommes d'affaires face à la révolte de la jeunesse



MANIFESTATION DEVANT LE PARLEMENT À RABAT

Dieu soit loué, à la faveur des dynamiques que Nous avons impulsées, notre pays se fraye un chemin sûr vers une plus grande justice sociale et territoriale »... C'est tout ce que le roi du Maroc a trouvé à dire vendredi 10 octobre dans son discours aux parlementaires. Après deux semaines d'une vague de manifestations, alors même que les manifestants s'étaient rassemblés devant le siège du Parlement, c'était du plus parfait mépris ou de la totale inconscience. Le collectif GenZ 212, à l'appel duquel la jeunesse marocaine est entrée en lutte depuis le 27 septembre, rappelle que les revendications restent inchangées et que la prochaine manifestation « serait dirigée contre le gouvernement et tous les corrompus qui entravent la réalisation des aspirations du peuple marocain ».

LE RÉGIME MAROCAIN ET LES GRANDES SOCIÉTÉS QUI FONT FORTUNE AU MAROC SUR LA SELLETTE

Derrière la dénonciation de la corruption, c'est bien tout le régime qui est visé dans ce Maroc sous la coupe d'une monarchie qui se prétend héritière directe du prophète Mohammed pour se dire intouchable, entourée d'une caste de notables et hommes d'affaires qui contrôlent l'appareil d'État, qu'on surnomme toujours du vieux terme de *Makhzen* (le nom du pouvoir qui se confondait à l'époque avec le « magasin » où l'on stockait les richesses...) remplacé par la corruption moderne d'aujourd'hui).

La fortune du roi, à la tête d'une holding dans les télécommunications, l'énergie, le tourisme ou encore la construction, est estimée à 6 milliards d'euros, auxquels il faut ajouter les 150 millions par an de rémunération royale et les frais de la cour. Le Premier ministre, Aziz Akhannouch, est aussi l'un des hommes les plus riches du pays, à la tête d'un groupe mêlant immobilier, tourisme, médias et la chaîne de stations d'essence Afriquia qui a soulevé quelques scandales.

Les constructions de luxe font les affaires de Bouygues et de la holding de la famille royale. Macron y est allé l'an dernier négocier les affaires de Total, CMA-CGM, Safran, Lafarge, Alstom. Dans les mines de cobalt, qui fournissent Renault et BMW pour leurs batteries de voitures électriques, les mineurs sont payés 320 euros par mois pour huit heures par jour à 500 mètres de fond.

Si la révolte d'aujourd'hui est surtout partie de la jeunesse, [...] c'est toute la population travailleuse et pauvre du Maroc qui est concernée.

HÔPITAUX EN DÉTRESSE, MAIS CLINIQUES PRIVÉES ET STADES FLAMBANT NEUFS

L'école et la santé publiques ont été le point départ de la révolte. Le 14 septembre, une foule manifestait devant l'hôpital d'Agadir où huit femmes venues accoucher étaient décédées à la suite de césariennes, par manque de moyens. La bourgeoisie est à l'abri, dans ses cliniques privées. Près de 40 % des enfants en milieu rural ont du mal à trouver une école. Pour les gosses des milieux plus aisés, il y a les écoles écoles payantes destinées aux « classes moyennes » marocaines et pour le présumé gratin de la société, des institutions étrangères réputées, ouvrant les belles carrières. La dégradation de ces secteurs n'est qu'un des aspects des profondes injustices de la société marocaine et d'une colère qui dépasse le cadre de la seule jeunesse.

UNE GÉNÉRATION Z HÉRITIERE DES RÉVOLTES QUI L'ONT PRÉCÉDÉE

Le 4 septembre dernier, la ville d'Al Hoceïma, dans le Rif, a connu de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre lors d'une marche pour la libération de Nasser Zefzafi, leader de la révolte de 2016-2017, condamné à vingt ans de prison. Cette révolte avait eu pour origine la mort horrible d'un jeune chômeur, broyé dans la benne à ordure où il tentait de récupérer les poissons qu'il vendait pour vivre. La police les y avait jetés, donnant ordre au conducteur de faire fonctionner la benne.

Mi-septembre, une militante des droits humains a été condamnée à trois ans de prison ferme pour offense à magistrat, après avoir déjà été condamnée à la prison deux ans plus tôt pour « offense au roi ». Le 3 octobre, une militante féministe l'a été à trente mois de prison pour « atteinte à la religion islamique », parce qu'elle avait dit sur ses réseaux sociaux que l'islam, « comme toute idéologie religieuse [est] fasciste, phallocrate et misogyne ».

Si la révolte d'aujourd'hui est surtout partie de la jeunesse, ce sont toutes les injustices de la société qui sont dénoncées, c'est toute la population travailleuse et pauvre du Maroc qui est concernée.

Guerre « informationnelle » : menace russe ou menace du fric ?

Tandis que les bombes et drones russes pleuvent toujours sur l'Ukraine, que des frappes ukrainiennes endommagent des raffineries russes jusqu'à provoquer des pénuries de carburant, les dirigeants des grands États européens, Macron en tête, continuent d'agiter l'épouvantail d'une « menace russe » sur tout le continent. Et de justifier ainsi l'inflation de dépenses militaires. En France, où la question du budget fait tomber des gouvernements, ni la droite ni la gauche n'envisagent de toucher au pactole consacré à l'armée et à l'industrie de mort. D'où cette surenchère de rumeurs sur la sournoise guerre d'influence que la Russie nous mènerait, de façon multiforme : chasseurs et drones « présumés russes » dans le ciel européen, dépôt de neuf têtes de cochons devant des mosquées de la région parisienne, possiblement d'origine russe car téléguidé de Serbie... et ce pétrolier fantôme arraisonné par la marine française au large de Saint-Nazaire, suspecté de transporter du pétrole russe... ce que les États et gros clients européens ne peuvent ignorer, car c'est par ces voies habilement détournées qu'ils continuent d'acheter le pétrole de Poutine..

Mais sus aux influenceurs russes ! Ils iraient jusqu'à brouiller et pénétrer les réseaux sociaux pour peser sur des campagnes électorales, en Roumanie, en Slovaquie, en Tchéquie, voire en Allemagne... On ne doute évidemment pas qu'ils en soient capables, mais comment ne pas penser

aussitôt aux influencés et influenceurs « bien de chez nous » ? Bolloré étend sa pieuvre médiatique, accumulant le contrôle sur des titres et des chaînes de télé, avec le culot du riche qui se paie publiquement la tête des juges qui ont condamné Sarkozy. Son ami Stépin, entrepreneur et préteur penseur de la droite et de l'extrême droite catholiques, organise carrément des séminaires destinés aux lycéens et tente de mettre la main sur les supports de cours d'éducation sexuelle de l'école publique ! Et tout ce beau monde en discute sur X (ex-twitter), le réseau social du milliardaire américain nazi revendiqué...

Bref, la France a quelques beaux spécimens d'influenceurs, grands patrons qui dominent l'« empire de l'édition » et autres médias, tous ou presque apôtres d'une civilisation chrétienne (d'Occident et d'Orient)... Très exactement la même politique que Poutine ! Les milliardaires et les officines, russes pour certains mais bien de chez nous pour l'essentiel, ont beau être concurrents dans la compétition capitaliste, voire sur un terrain militaire, ils usent des mêmes méthodes pour tenter de nous enfumer !

MICHELLE VERDIER • 14/10/2025

Maria Corina Machado, Nobel de la paix à la solde de l'impérialisme



RENCONTRE ENTRE MARIA CORINA ET GEORGE W. BUSH EN 2002

C'était trop gros, le jury n'aura pas osé décerner le prix Nobel de la paix à Donald Trump, qui le réclame depuis plusieurs années. Il a préféré l'attribuer à une de ses alliés, Maria Corina Machado, récompensée pour son opposition à Nicolas Maduro, le dictateur du Venezuela. Anticommunisme chevillé au corps, l'ancienne députée est une fervente défenseuse de la propriété privée, surtout depuis l'expropriation par le régime de l'empire capitaliste hérité de son père. Ses opinions lui valent le surnom d'Augusta Pinochet, version féminine du dictateur chilien. Figure de la droite extrême et soutien inconditionnel de l'impérialisme, de Trump, Milei et Netanyahu, Corina Machado a grandi dans les quartiers bourgeois de Caracas, avant de terminer ses études aux États-Unis et de revenir au pays dans le siège confortable de l'entreprise familiale. Militante d'une « paix » toute relative, elle a également soutenu l'embargo américain sur le pétrole, dont les travailleurs vénézuéliens font les frais.

Loin de nous l'idée de défendre le régime de Maduro, dans lequel une poignée de privilégiés accapare toutes les richesses en principe nationalisées, faisant du Venezuela un pays riche peuplé de pauvres. Contre ce gouvernement autoritaire qui se drape sans honte sous une étiquette « socialiste », nous soutenons le combat de Jean Mendoza, ouvrier syndicaliste d'une usine de bois, exemple parmi d'autres d'une lutte pour les salaires et les conditions de travail qui lui ont valu prison, persécution et criminalisation.

Ecrasés par un régime autoritaire qui réprime toute mobilisation, les Vénézuéliens émigrent en masse, à la recherche de conditions de vie moins misérables ailleurs. Et Trump ne manque pas de les faire payer, les expulsant vers les prisons du Salvador. Sous prétexte d'opération antidrogue, Washington tente de déstabiliser Caracas. En septembre, l'armée américaine a coulé au moins quatre embarcations au large du Venezuela. Une agression de plus de l'impérialisme contre un régime qui lui tient tête sur le contrôle du pétrole. Les rivalités bourgeoises s'arrêtent à la porte des profits, et malgré leurs confrontations, les dirigeants des deux pays savent aussi s'allier quand leurs intérêts s'alignent. L'entreprise américaine Chevron continue ainsi d'exploiter le pétrole du Venezuela. Tout comme Macron, qui sait mettre de l'eau dans son vin dès lors qu'il s'agit de boycotter les hydrocarbures russes. Dans la bouche du dirigeant français, le « dictateur Maduro » de 2018 avait été remplacé par le « président Maduro » en 2022, au moment de l'invasion de l'Ukraine. Voilà ce que vaut « la paix » pour les dirigeants de ce monde. Aujourd'hui, Trump veut reprendre la mainmise directe de l'Amérique latine de plus en plus associée à la Chine. Ce prix Nobel annonce un bon retour peu pacifique de la loi du fric.

LAMINE SIOUT • 14/10/2025

États-Unis : Derrière les déclarations de Trump contre les Démocrates, la guerre contre les travailleurs



Aux États-Unis, la majorité républicaine du Sénat ayant besoin de plusieurs voix démocrates pour faire passer le budget de Trump, celui-ci est bloqué, en particulier les salaires des fonctionnaires.

Il s'agit bien d'une déclaration de guerre à l'ensemble des classes populaires.

TRUMP PROFITE DU SHUTDOWN POUR ATTAQUER LES FONCTIONNAIRES

Trump a immédiatement accusé les Démocrates de « prendre en otage » les soldats et a ordonné au ministre de la Guerre de tout de même les payer. À l'inverse, il en a profité pour licencier 4 000 fonctionnaires fédéraux, essentiellement dans les ministères de l'Éducation et de la Santé. L'AFL-CIO, le plus grand regroupement de syndicats aux États-Unis, s'est contentée de porter les 4 000 licenciements devant les tribunaux, confiant ainsi le sort de milliers de travailleurs au bon vouloir des juges...

AU-DELÀ DES INVECTIVES CONTRE LES DÉMOCRATES, UNE DÉCLARATION DE GUERRE AUX CLASSES POPULAIRES

Depuis l'assassinat de Charlie Kirk, le jeune dirigeant d'extrême droite, Trump est monté d'un cran dans ses attaques verbales contre les Démocrates et « l'extrême gauche ». Sur le terrain, ses sbires du service de l'immigration (ICE) se livrent à la chasse aux migrants. Ils viennent même, dans la banlieue sud de Chicago, de prendre littéralement d'assaut un immeuble. Et l'ICE avait poursuivi et arrêté plus de trois cents travailleurs sud-coréens sur les chaînes de l'usine Hyundai où ils travaillaient. L'administration de Trump n'expulse pas plus de migrants que ne l'avait fait Obama, mais elle le fait de façon à semer la terreur.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 14/10/2025

Trump a signé un décret désignant comme organisation terroriste les « antifas », ce qui permettra aux flics de qualifier de terroriste qui bon leur semble. Comme il a aussi dit à ces derniers, au cas où ils seraient pris à partie, « vous faites ce que vous voulez », il y a de quoi s'inquiéter pour les Noirs, les Latino-Américains et, plus généralement, tous les militants.

Au-delà des attaques contre les Démocrates, Trump s'en prend aux fractions de la classe ouvrière dont il pense qu'elles sont les moins susceptibles de trouver des soutiens dans l'opinion publique, y compris l'opinion ouvrière : les migrants et les fonctionnaires. Mais il s'agit bien d'une déclaration de guerre à l'ensemble des classes populaires. Elle nécessitera que les travailleurs ripostent au plus vite, au coude à coude avec les migrants et les fonctionnaires.

LES 80 ANS DE LA SÉCU

1850, 1880, 1930 ou 1945 : La sécurité (sociale) de l'État bourgeois avant tout

80 ans après la création de la « Sécu », la gauche ne rabiote pas sur les célébrations dithyrambiques. Mais, pour citer Pierre Laroque, principal architecte de la Sécu : « La mise en place de la protection sociale n'a pas nui à la reconstruction du pays. Elle l'a même favorisée car on a pu demander des efforts considérables aux travailleurs. »

NAPOLÉON III OU BISMARCK : ASSOCIER « LE BOUT DE SUCRE » AU « FOUET »

Au XIX^e siècle, l'émergence des « classes dangereuses » - la classe ouvrière - lors de la révolution industrielle a poussé la bourgeoisie à réprimer et contrôler, ce qui passait parfois par concéder un minimum de charité. Dans le même temps, des caisses ouvrières de secours mutuel se sont développées. Après la révolution de 1848, Louis-Napoléon Bonaparte institua des « sociétés de secours approuvées » placées sous le contrôle des curés et des préfets et dont le but avoué était de « neutraliser, en grande partie, le résultat de la misère ». La Commune, écrasée dans le sang par la bourgeoisie française, la conduisit à ne chercher aucune politique dite « sociale ». Mais le nouvel empire d'Allemagne innova : face à la poussée social-démocrate que la répression ne pouvait contenir, Bismarck a fait voter dans les années 1880 des lois sur les assurances maladie, vieillesse et accident du travail, pour - comme il le disait - associer le « bout de sucre [au] fouet ». Entre les mains de l'État et des patrons, cette « protection sociale » reposait uniquement sur les salaires ouvriers, amputés de cotisations.

1910 - 1930 : LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE LA MAINMISE DE L'ÉTAT

À la fin des années 1930, la moitié de la population française était couverte par des « assurances sociales ». Mais ça n'a pas été sans heurts. En 1910, la CGT s'était notamment opposée à une loi qualifiée de « retraites des morts », parce que cette loi prévoyait la retraite à 65 ans... quand seulement 6 % des travailleurs atteignaient cet âge ! Mais, surtout, elle opposait que le prélèvement de l'État sur les salaires n'offrait aucune garantie que l'argent prélevé ne serve pas, en fin de compte, à financer la guerre. En 1930, lors de l'extension de la protection sociale obli-

gatoire, *L'Humanité* dénonçait une « vaste escroquerie puisqu'elle va voler six millions à la classe ouvrière » par le biais des prélèvements ouvriers. Et des grèves massives forcèrent une partie du patronat à augmenter les salaires pour compenser les prélèvements ouvriers opérés par la loi.

1945 : SÉCURITÉ SOCIALE À LA CHARGE DES TRAVAILLEURS... ADOUBÉE PAR LA GAUCHE

En 1941, pour mobiliser les travailleurs dans la guerre, Roosevelt, Churchill et de Gaulle ont affiché le « progrès économique et la Sécurité sociale » comme objectifs. Mais, en 1945, hors de question pour l'État français de financer cette protection sociale. Les « assurances sociales » ont alors été unifiées et étendues, mais le principe restait le même : les cotisations, y compris prétendument « patronales », étaient supportées par les travailleurs. Le capital ne payait rien. Et, en prime, il a fallu financer les allocations familiales : la France devait être repeuplée. Cette arnaque, élaborée par des hauts fonctionnaires, fut validée par les dirigeants de la CGT, de la SFIO et du PCF dont le soutien a été déterminant pour calmer la colère devant les efforts à fournir dans l'après-guerre. Le PCF prônait le « produire d'abord, revendiquer ensuite », à l'instar de la CGT, qui qualifiait la grève d'« arme des trusts ». Heures sombres de l'histoire du PCF, qui était du reste au gouvernement (ministère de l'Aviation !) quand les révoltes de 1945 en Algérie furent bombardées, faisant plusieurs dizaines de milliers de morts... avant de réitérer à Madagascar.

« LA SÉCU, ELLE EST À NOUS »... VRAIMENT ?

Lors de sa mise en place, le régime général ne couvrait que la moitié de la population ! Et les indemnités maladie ne s'élevaient qu'à 50 % du salaire. L'extension des prestations et du périmètre de l'assurance maladie a permis,

Si tous se réclament de ce « modèle social », créé en 1945, les uns l'encensent, PCF et CGT en tête, au point d'en faire un mythe dont ils revendentiquent la paternité, et les autres, du PS à l'extrême droite, rivalisent d'imagination pour la détricoter : milliards de coupes budgétaires, remise en cause des indemnités maladie, des jours fériés, de l'abattement fiscal pour les retraités... Ces attaques ont suscité la colère cet été et, depuis, c'est la valse des gouvernements. Et si aucun ne convainc,

c'est que tous ces partis, quand ils étaient au pouvoir, ont mené la même politique : réformes des retraites, perte des droits au chômage, casse des services publics, menaces sur l'aide médicale d'État... Une vraie course de relais au profit des capitalistes. Il faut combattre chacune de ces attaques. Et ne pas s'en tenir à la Sécu : modernisation à sa création, elle n'a toujours reposé que sur nos salaires. Ce qu'il faut, c'est faire payer le patronat.

SANTÉ, RETRAITES : LECORNU ANNONCES DES ÉCONOMIES MASSIVES

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), qui vient d'être présenté le 14 octobre, est une déclaration de guerre sociale.

7 MILLIARDS D'ÉCONOMIES SUR LA SANTÉ

La progression des dépenses d'assurance maladie - et donc le budget des hôpitaux - serait limitée à l'extrême : 1,6 % (contre 3,6 % en 2025). Alors que les seuls besoins démographiques nécessiteraient au moins 5 %. Concrètement : encore plus de sous-effectif, de lits fermés, de manque de matériel, d'attente aux urgences... Le projet prévoit aussi de limiter la durée des arrêts de travail (quand il s'agit d'une primo prescription) à 15 jours en ville et à 30 jours à l'hôpital. Par ailleurs, Lecornu reprend certaines annonces de Bayrou, à l'instar du doublement des franchises médicales, c'est-à-dire le reste à charge des assurés sur les médicaments, transports sanitaires, ou consultations médicales.

GEL DES PENSIONS ET PRESTATIONS SOCIALES

Et le projet ne s'arrête pas là. Il va jusqu'à prévoir le gel de l'ensemble des pensions de retraite de base en 2026. Et de sous-indexer les pensions (par rapport à l'inflation) de 0,4 %, à partir de 2027. Quant à l'abattement de 10 % sur les retraites, il devrait être remplacé par un abattement forfaitaire de 2 000 euros. Enfin, le texte prévoit carrément le gel de toutes les prestations sociales en 2026, comme les allocations familiales par exemple.

Lecornu 2, la « rupture » ? Oui, en pire.



Dégradations des droits des usagers Les travailleurs de la Sécu racontent...

Paroles de travailleurs

RÉORGANISATIONS ET ÉCONOMIES

« Dans les caisses, les réorganisations sont permanentes. Pour exploiter davantage et réduire les droits des usagers. Par exemple, à l'assurance maladie, les 7 500 agents du service de contrôle médical (qui contrôlent les arrêts maladie, accidents du travail, etc.) étaient jusqu'ici indépendants des caisses primaires qui paient ces prestations : ils sont en train de subir aujourd'hui un transfert forcé vers les caisses, et seront donc soumis à elles pour réduire les coûts. »

« ERREURS » CHRONIQUES ET CHASSE AUX ALLOCATAIRES

« Des milliers d'assurés ont été privés d'indemnités journalières en Loire-Atlantique et en Vendée, parfois pendant plusieurs semaines. 15 000 réclamations sont en cours. En cause : les défaillances du logiciel Arpège dédié au traitement des

indemnités des arrêts de travail. Face à la colère des collègues, l'assurance maladie a dû se résoudre à stopper son déploiement. Déjà, un an plus tôt, les caisses d'allocations familiales avaient été poursuivies en justice en raison d'un algorithme discriminant les plus vulnérables. »

Y A QUELQU'UN ?

« Les services de proximité ferment à la chaîne, laissant les usagers livrés à eux-mêmes ou à des plateformes en ligne. Quand la plateforme n'est pas inaccessible, comme celle du renouvellement des titres de séjour (Anef), plongeant des milliers de personnes dans l'ilégalité... Les conséquences sont terribles : pour l'assurance retraite ou l'allocation adulte handicapé (AAH), les erreurs explosent, sans parler des délais de versement... »

LE PRÉTENDU « TROU DE LA SÉCU » : FAIRE LES POCHE DES TRAVAILLEURS POUR RENFLOUER LES RICHES

Vache à lait pour les intérêts privés, la Sécu permet aussi, par ses déremboursements, l'explosion du marché des « complémentaires santé ». Celles-ci ont touché 46 milliards de cotisations en 2024, un pactole en hausse constante (+6 % en 2023, +8 % en 2024...), faisant reposer sur chaque famille des sommes astronomiques.

Mais la Sécu, c'est aussi un placement très lucratif. Depuis 1995, une caisse spécifique (la Cades) perçoit un impôt pour garantir des prêts visant à rembourser la dette : ainsi, l'argent public, au lieu d'être utilisé pour la protection sociale, est siphonné par la finance. Depuis sa création, elle a versé 75 milliards d'intérêts¹ ! Voilà le hold-up de la dette pu-

blique, décrit déjà par Marx en 1850 : « L'endettement de l'État était d'un intérêt direct pour la bourgeoisie [...]. À la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait une nouvelle occasion de rançonner l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables.² »

1 Assemblée Nationale, Rapport d'info. sur la gestion de la dette sociale, 2 oct. 2024.

2 Karl Marx, *Les Luttes de classes en France*, 1848-1950.

Les honoraires des médecins explosent... La faute à qui ?

Selon un récent rapport de la Cour des Comptes, 70 % des médecins s'installent désormais en secteur 2 (dépassement d'honoraires) et les honoraires s'envolent. Comment accepter que la santé soit ainsi monnayée ? Combien se privent de soins par manque de moyens ? La faute aux médecins qui

font ce choix, évidemment, mais aussi à l'État : c'est parce qu'on peine à trouver un médecin, parce qu'aller aux urgences, c'est douze heures d'attente, parce que l'hôpital public manque de tout, qu'on se retrouve parfois contraint, pour des soins essentiels, à payer des sommes indues.

Augmenter le salaire net en réduisant le brut ?

En vogue à droite et à l'extrême droite, cette « astuce » de pure démagogie est un piège. Le Rassemblement national, en bon laquais du Medef, a toujours voté pour les exonérations de cotisations patronales, contre l'augmentation du Smic ou l'indexation des salaires.

Mais comment imaginer ne compter que sur l'épargne personnelle pour affronter tous les risques de la vie ? Que se passerait-il en cas de crise, de dévaluation ou de coup dur ? Une forme de mutualisation est

évidemment nécessaire. Qui veut du modèle américain où seuls les riches peuvent se soigner ? Où accoucher peut coûter 30 000 euros ? Non, ce qu'il faut c'est augmenter le net ET le brut ! Déjà en augmentant les salaires, car la stagnation des salaires et l'inflation sont une des causes du « trou » de la Sécu ! En prenant où ? Sur les profits, bien sûr : la part des dividendes a presque triplé en vingt ans, pendant que celle des salaires diminue. Il est temps d'inverser la tendance.

EXONÉRATIONS DE COTISATIONS : LE GRAND DÉTOURNEMENT

Dans le hold-up grâce auquel le patronat touche 270 milliards d'aides publiques par an (le triple du budget de l'éducation, 27 fois celui de la justice), les exonérations de cotisations patronales sont en bonne place : 80 milliards ! Alors, quand le gouvernement nous rebat les oreilles avec la dette, rappelons que c'est l'État qui organise cette amputation de près de 15 % des recettes de la Sécu. Si l'État en compense la quasi-totalité, c'est autant que les patrons ne paient pas et font donc payer à la collectivité, contribuant très largement au déficit du budget de l'État. Le gouvernement aura beau prétendre ces jours-ci vouloir les raboter à la marge, l'ensemble de sa politique le démonte.

FAIRE PRESSION SUR LES SALAIRES

Dans un courrier envoyé aux syndicats fin septembre, Lecornu prenait prétexte des 80 ans de la Sécu pour les inviter à discuter d'une « réforme d'ampleur [pour] réduire le poids des prélevements pesant sur le travail ». Comprenez : ces cotisations (celles dites patronales) qui renchissent le « coût du travail ». Le travail n'est pas un coût, c'est la source de toutes les richesses. Peu avant, Bayrou avait fait passer discrètement un décret refondant les exonérations de cotisations sur les bas salaires : encore plus d'allégements pour les salaires jusqu'à trois fois le Smic - contre 1,6 fois jusque-là. Au prétexte de combattre les « trappes à pauvreté », qu'il a lui-même créées en exonérant les salaires proches du Smic, l'État généralise désormais les exonérations bien au-dessus du Smic... Toujours la même boussole donc, celle des cadeaux au patronat. Aux dépens des salaires. Car les cotisations sont du salaire différé, que les patrons versent à la Sécu plutôt qu'aux salariés ; les baisser, c'est réduire les salaires.

les autres biais par lesquels le patronat vole en permanence : en sous-déclarant les accidents et maladies professionnelles, par exemple, afin de réduire ses contributions et pénalités - un « phénomène massif » que vient d'épingler la Cour des comptes, qui crée un trou de 2 à 3,6 milliards.

CE QUI « COÛTE » À LA SOCIÉTÉ, C'EST LE PARASITISME DU GRAND PATRONAT

Et qui paie pour ces manques à gagner ? Les travailleurs eux-mêmes. Et pas qu'un peu. En 1991, un impôt a été créé, la contribution sociale généralisée (CSG), pour renflouer les caisses sans faire payer le patronat. Son taux est fixe - donc très injuste - et n'a cessé d'augmenter pour atteindre aujourd'hui 9,2 %. Il rapporte 150 milliards par an, soit plus que l'impôt sur le revenu, et pèse à 90 % sur les salaires, pensions et allocations. Il fait donc très peu contribuer les capitalistes, les revenus financiers des entreprises n'y sont même pas soumis.

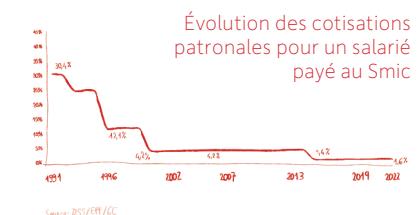
Moralité, que ce soit par la cotisation ou par l'impôt, un transfert massif est à l'œuvre : les patrons paient de moins en moins, laissant tout le poids aux classes populaires. Pourtant, la santé, la retraite, les indemnités chômage sont un droit - au patronat de payer pour les risques subis par les travailleurs qu'il exploite et dont il tire ses profits.

LE BUDGET DE LA SÉCU, UN PACTOLE POUR LES CAPITALISTES

Et il y a gros à gagner. Les cotisations sociales s'élevaient à 527,6 milliards d'euros en 2023¹. Soit près de deux fois plus que le budget de l'État. Pour le patronat, il y a donc autant de « charges patronales », à regagner dans le partage des richesses, entre salaire et profit. Le patronat a toujours fait pression sur les salaires, aidé par les gouvernements de droite comme de gauche, qui ont multiplié les exonérations, lesquelles ont explosé en trente ans : de moins d'un milliard à leur création en 1993, à 80 milliards aujourd'hui² ! Sans compter tous

1 Drees, *Les dépenses de protection sociale accélèrent en 2023 en France*, mai 2025

2 *Les Comptes de la Sécu Sociale*, mai 2024



Se préparer à engager le fer, malgré l'inaction des directions syndicales

L'appel à « tout bloquer » le 10 septembre avait été ignoré par l'intersyndicale, qui avait tout fait pour reprendre la main en appelant à une journée de grève et de manifestations le 18 - ni trop près du 10 pour qu'elle ne puisse pas servir de rebond, ni trop loin pour être sûre de reprendre la main.

COMMENT L'INTERSYNDICALE A DÉSAMORCÉ L'EXPRESSION DE LA COLÈRE

Mais, malgré les savants calculs des confédérations syndicales, la mobilisation du 18 est apparue comme la continuation de celle du 10, et l'a amplifiée. Il aurait fallu battre le fer quand il était chaud ? L'intersyndicale a choisi d'adresser un « ultimatum » au Premier ministre : il avait jusqu'au 24 septembre pour abandonner la retraite à 64 ans, revaloriser les salaires des fonctionnaires, instaurer la « justice fiscale ». Si non... eh bien sinon, elle appelleraient à... une nouvelle journée d'action.

Lecornu n'a évidemment pas bougé d'un pouce, et l'intersyndicale s'est résolue à appeler à une nouvelle journée d'action, mais deux semaines après la précédente, le 2 octobre. Moins de monde que le 18, mais aussi que le 10, et, là encore, on pouvait s'y attendre.

Depuis ? Strictement rien. Les directions syndicales ont laissé le gouvernement tout ramener au cirque parlementaire. L'inaction syndicale a provoqué une bronca au comité confédéral national de la CGT, où a été fustigé le ralliement de Sophie Binet à l'« ultimatum » de l'intersyndicale. Sans que cela ait des conséquences sur la politique suivie, puisque le mouvement, en tout cas celui initié le 10 septembre, semble bel et bien retombé. En tout cas, le constat est là : l'intersyndicale, pas plus que chaque syndicat pris isolément, n'a pas l'intention de mobiliser l'ensemble des travailleurs pour faire face aux attaques.

CONSTRUIRE UN MOUVEMENT CAPABLE DE GAGNER

Dans les entreprises, la colère est bien là : tout le monde rame, les salaires ne bougent pas alors que les prix ont explosé.

Et les licenciements se traduisent par des conditions de travail dégradées pour ceux qui conservent leur emploi.

Bien sûr, de nombreux travailleurs disent ne plus trop y croire, vu les échecs répétés. Pourtant, le simple fait qu'on parle encore de « suspendre » la réforme des retraites montre que la mobilisation de 2023 sur les retraites, avec ses millions de travailleurs impliqués dans le mouvement, a laissé des traces profondes, même si elle n'a pas abouti, au point d'être toujours au centre des marchandages politiciens. Mais les directions syndicales, qui ont systématiquement bridé les mouvements, portent une lourde responsabilité dans ce découragement. En tout cas, une chose est sûre : elles ne feront rien qui ait une chance de mettre en danger le patronat. Ne reste donc comme solution que de se passer d'elles. Les Gilets jaunes ont bien construit un mouvement par en bas. Mais c'était hors des entreprises. Or, dans les entreprises, pas besoin de se donner de rendez-vous sur un rond-point, tout le monde est sur place. Un mouvement à la dynamique explosive peut parfaitement naître, depuis les entreprises cette fois : les pages de ce journal sont pleines d'exemples d'entreprises en lutte.

Se réunir, s'organiser directement, décider nous-mêmes de notre mouvement, de sa conduite, fédérer nos forces avec celles des autres entreprises en lutte, s'organiser à tous les niveaux, groupe industriel, mais aussi ville, département, région, s'organiser aussi au niveau national : on peut tout construire quand la décision est prise d'y aller coûte que coûte.

De nombreux militants syndicaux qui, à la base, sont révoltés par l'attitude de leur direction apporteraient alors leur pierre à l'édifice, aux côtés de tous les organisateurs qui surgiroent des rangs des travailleurs en lutte, comme au moment des Gilets jaunes, comme dans tous les mouvements en fait.

Il faudra une étincelle ? L'arrogance des patrons et de nos gouvernants l'allumera. Inévitablement.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 14/10/2025

Face au génocide en Palestine : comme en Italie, mettons la grève à l'ordre du jour !

L'été dernier, les dockers de Marseille et de Gênes avaient montré l'exemple en bloquant des conteneurs militaires à destination d'Israël. Lundi 22 septembre à travers toute l'Italie, ce sont des dizaines de milliers de manifestants et de grévistes dans les plus grandes villes du pays qui ont tenu à dénoncer le génocide en Palestine. Des manifestations ont eu lieu dans 80 villes, rassemblant sans doute près d'un million de personnes, dont 300 000 à Rome. Une grève générale politique, qui a eu lieu dans de nombreux secteurs, les écoles, la logistique, les transports publics. Même les taxis et les employés du Vatican étaient en grève ! Les ports étaient bloqués et de nombreux commerces fermés en signe de soutien. Nouvelle grève le 2 octobre, avec cette fois près de deux millions de manifestants et de grévistes, à la fois en soutien à la flottille, contre le génocide et contre l'augmentation des budgets militaires.

Les discours à l'ONU et toutes les protestations verbales ont montré leur inutilité, surtout quand elles sont le fait des principaux dirigeants de ce monde impérialiste. En revanche, la mobilisation des travailleurs, des travailleuses, de leurs familles et de la jeunesse peut « tout bloquer » aussi en ce qui concerne les massacres en Palestine !

Des manifestations massives, avec des centaines de milliers de manifestants ont eu lieu depuis le 7 octobre 2023 dans plusieurs pays, et encore récemment non seulement en Italie mais aussi en Australie, aux Pays-Bas et en Allemagne.

Pourquoi les manifestations ne se sont pour l'instant pas approchées de tels seuils en France ? Pourquoi aucun appel à la grève n'a-t-il été lancé ?

Il est vrai que l'État français s'est comporté et continue à se comporter de manière particulièrement répressive. La France est l'un des seuls pays, avec l'Allemagne, où les manifestations de solidarité avec la Palestine ont été initialement interdites. Il est aussi vrai que l'islamophobie ambiante y est renforcée par le passif colonial et l'héritage de la guerre d'Algérie, et que le chantage à l'antisémitisme à laquelle toute forme de solidarité est assimilée pèse particulièrement lourd.

Cependant, ces obstacles sont insuffisants pour expliquer à eux seuls le « plafond de verre » auquel le mouvement de soutien à la Palestine s'est heurté jusqu'à maintenant. Un autre facteur est à chercher du côté des organisations qui ont le plus d'implantation dans la classe ouvrière, plus précisément le PCF et la CGT. Les directions de ces organisations, qui affichaient avant 2023 leur soutien à la Palestine, se sont mises en retrait des mobilisations, ce qui revenait à cautionner la complicité de Macron avec le génocide. Les organisations révolutionnaires et d'autres forces comme EuroPalestine ont parfois été en mesure de prendre des initiatives, comme quand nous avons manifesté en octobre et novembre 2023 malgré l'interdiction préfectorale. En nous appuyant sur l'exemple réussi des appels à la grève massifs en Italie, il est possible de convaincre des travailleurs, syndiqués ou non, et ainsi d'entrainer d'autres organisations à soulever la question d'une grève pour une paix juste et durable en Palestine. Et pourquoi pas de coordonner ces actions à l'échelle internationale.

ED MCBAIN • 14/10/2025

FOOTBALL : LA MULTIPROPRIÉTÉ, C'EST LE MULTI-VOL !

La reprise des compétitions a mis en lumière un phénomène économique assez nouveau dans le monde du ballon rond, la multipropriété... Comprendre, la possibilité pour un actionnaire ou une holding de posséder plusieurs clubs...

Sachant que l'industrie du foot repose en partie sur les transferts de joueurs d'un club à l'autre, quoi de plus naturel que de sécuriser ces transferts au sein d'une même galaxie de clubs ? Cela évite de vendre trop tôt ou d'acheter trop tard, tout en favorisant une évolution positive de ces « actifs », les joueurs, pour en optimiser les rendements sur le marché des transferts.

Le propriétaire d'un grand club (les Emirats arabes unis pour Manchester City) achète des parts dans des clubs ou des pays plus modestes (dans notre exemple, Troyes, mais aussi Yokohama, Montevideo, Girone, etc.) pour que les petits forment des joueurs pour le club le plus important, réduisant ainsi les coûts à tous les étages (économie d'échelle sur la formation et réduction des montants des transferts). En France, ce sont dix-sept clubs dans les deux divisions professionnelles qui sont victimes consentantes de ce système... De là à imaginer que de futures combines entre clubs « opposés » dans une compétition puissent naître ? Voilà pourquoi la mesure initiale d'interdire à des clubs appartenant au même groupe de concourir ensemble paraissait du plus élémentaire bon sens... mais pas pour Ceferin, puissant président de l'UEFA, qui vient « d'assouplir » cette disposition, en repoussant de trois mois le délai administratif pour permettre aux clubs de monter une nouvelle et temporaire holding avant de s'engager dans la même compétition...

L'autre caractéristique de cette nouvelle gouvernance, ce sont les flux financiers entre les différentes entités (États, fonds d'investissement, agents de joueurs, petits et grands clubs). Une opacité toute capitaliste qui permet depuis bien longtemps d'arranger les comptes pour déclarer déficitaire un site et le fermer, dans bien des secteurs de l'économie... C'est un imbroglio de cet ordre qui a failli coûter sa place dans l'élite à l'Olympique lyonnais.

Certains supporters s'élèvent contre la multipropriété (Strasbourg, Red Star) qui met en péril « l'identité » de leurs clubs (et LFI leur emboîte le pas avec une proposition de loi bien timide déposée fin septembre)... On comprend bien la nostalgie d'une époque où pouvaient exister des clubs de premier plan forgés dans des villes ou des quartiers ouvriers. Mais, s'en remettre à une quelconque « identité » n'est certainement pas la bonne façon de combattre les dérives d'un capitalisme pourriant !

PHILIPPE CAVEGLIA • 14/10/2025

Stellantis Poissy : la direction aiguise ses couteaux... les travailleurs aussi



Vendredi soir 10 octobre la production s'est arrêtée jusqu'au lundi 3 novembre, ces trois semaines de chômage font perdre autour de 200 euros aux salariés, cela les inquiète d'autant plus qu'ils pressentent que ce n'est qu'une étape dans la lente agonie du site. Actuellement il y a deux équipes, la direction a avoué avoir organisé des réunions de chefs pour préparer le passage à une seule. Malgré ses démentis, un sentiment largement partagé est que cette usine de plus de 2 000 salariés devrait fermer dans 18 mois environ. Pour faire son nouveau stade, le PSG s'intéresse au rachat des terrains de l'usine (et sûrement aussi ceux d'un centre de tri postal de 300 salariés juste à côté).

La direction cherche à vider l'usine dans le silence : elle prétend que de nouvelles (et énigmatiques) activités industrielles vont arriver - mais pas de production automobile -, elle met la pression pour des départs volontaires (démission ou préretraite mal payée), propose de partir travailler en mission dans les usines Stellantis de Rennes ou... de Serbie. Par exemple, il y a trois ans, elle avait incité les salariés à quitter l'usine pour devenir chauffeurs de camion porte-véhicule pour alimenter les concessions Stellantis, elle promettait bon salaire et nouvelle vie loin des turbulences de l'usine en déclin. Ce mois-ci, elle a annoncé que les 150 chauffeurs Stellantis vont passer de la convention de la métallurgie à celle

du transport : à moyen terme, pour 42 heures de travail par semaine, ils perdront 700 à 800 par mois ! La direction se défend en disant que de toute façon à l'avenir ils ne feront plus 42 heures mais 50 heures minimum. En cas de refus de signer l'avenant, la direction enverra définitivement le chauffeur à la chaîne au montage. Chez les chauffeurs, l'heure est à la colère face à tant de malhonnêteté et d'attaques.

La conscience que nous sommes tous concernés par l'avenir désastreux qu'on nous prépare se développe. Le 2 octobre, à la manifestation parisienne, pour la deuxième fois il y avait un cortège commun réussi de Stellantis et Renault. Avant le chômage, à l'usine, des rassemblements de plus de 150 salariés ont eu lieu pendant les pauses pour parler du projet de fermeture, des actions vont avoir lieu en octobre et novembre... nous sommes loin d'avoir dit notre dernier mot, et on aura plus de force en le disant avec d'autres salariés d'autres entreprises eux aussi en lutte contre les suppressions d'emplois.

CORRESPONDANT • 14/10/2025

BHV : « QU'EST-CE QU'ON DEVIENT, NOUS ? DES CHÔMEURS ? »

C'est le cri de colère d'une salariée interviewée par *Le Parisien* le 11 octobre. La veille, les salariés du BHV Marais étaient appelés à débrayer par les syndicats du magasin, près de 200 se sont rassemblés car ils craignent pour leur avenir.

Cela fait des années que les conditions de travail se dégradent. La situation s'est aggravée après la reprise du magasin fin 2023 par le groupe SGM dirigé par un homme d'affaires lyonnais, Frédéric Merlin. De 1 200 salariés il y a deux ans, ils ne sont plus que 750, des magasins de marques franchisées ont fermé. Merlin a aussi sabré dans les effectifs du ménage et de la sécurité et actuellement il cherche à imposer des horaires d'ouverture et un régime de repos pires qu'avant. Des rayons se sont petit à petit vidés car SGM ne paie pas nombre de fournisseurs. Objectivés sur les ventes, bien des salariés ont moins de revenus, ils attendent également des primes impayées. Le sentiment largement partagé est que la direction cherche à les pousser dehors.

À côté de ça, toute une polémique a énflé autour de l'installation au sixième étage d'un magasin Shein, un groupe chinois d'habillement en ligne. Des marques et patrons français ont crié à la concurrence déloyale du low-cost et décidé de quitter le BHV. Des élus de la mairie de Paris ainsi que la Banque des territoires (censée s'associer avec la SGM pour racheter les murs du BHV) ont poursuivi ces cocoricos et fait pression sur Frédéric Merlin pour qu'il ne s'associe pas à la plateforme de vente en ligne : cela détériorerait l'image du BHV et des marques françaises qui prétendent défendre d'autres « valeurs », notamment celle du bien-être des salariés.

Les salariés du BHV ont tout intérêt à se regrouper pour défendre leur avenir sans attendre ces patrons, ces élus - fussent-ils de gauche - et banquiers qui se préoccupent bien tardivement de leurs conditions et défendent en réalité d'autres intérêts que ceux des travailleurs. Shein exploite sans vergogne des travailleurs en Asie, mais tout comme des grands groupes européens et notamment français, qui sous-traitent depuis des années leur production pour profiter des salaires de misère en Chine, au Bangladesh ou ailleurs.

ANNE HANSEN • 14/10/2025

Un protectionnisme en or massif pour les maîtres chanteurs de l'acier européen

Mardi 7 octobre, la Commission européenne a annoncé deux mesures, applicables dès 2026, concernant pour l'instant le volet douanier du « plan » pour la sidérurgie et les métaux. D'abord, une division par deux des quotas d'importation d'acier non européen aux frontières de l'UE, ainsi limités à 13 % de sa consommation annuelle. Ensuite, le passage des taxes douanières de 25 à 50 % pour les importations supplémentaires, soit un alignement sur les tarifs de Trump aux États-Unis.

La Commission européenne demande une transition vers l'acier « bas carbone » à l'horizon 2030, les sidérurgistes européens ont donc suspendu leurs investissements. En 2024, ils ont procédé à 18 000 licenciements directs, ainsi qu'à la fermeture de l'équivalent de 12 millions de tonnes annuelles de capacités de production. ArcelorMittal a suspendu les investissements pour de nouveaux fours et la rénovation des hauts fourneaux en France. En Allemagne, durant l'été, le géant ThyssenKrupp avait menacé de se séparer de sa filière

productrice d'acier. Pour une transition vers des moyens de fusion décarbonés, sans hauts fourneaux et avec des fours électriques, ils exigent des États des garanties sur les débouchés et des subventions.

UN CHANTAGE SANS FIN SOUTENU PAR LES POLITICIENS

Désormais, les industriels attendent les dernières annonces liées au mécanisme de taxe carbone aux frontières de l'UE, avant de valider ou non leurs lourds investissements. Les mesures pourraient bien générer une inflation des prix de l'acier, de l'ordre de 3 % selon la Commission européenne. L'Association des constructeurs européens d'automobiles (Acea) craint que cette politique protectionniste impacte directement les prix à leurs dépens (les fournisseurs extra-européens étaient moins chers). De son côté, ArcelorMittal suspend 1,2 milliard d'investissement dans un four à arc électrique, pour mieux continuer de menacer 600 emplois et, der-

rière eux, plusieurs sites en France... Au grand dam de Xavier Bertrand (président LR des Hauts-de-France) et Stéphane Séjourné (Renaissance, commissaire européen à l'industrie), qui lui ont tous les deux servi la soupe.

Stéphane Séjourné affirme néanmoins : « C'est le prix à payer pour notre souveraineté et pour l'emploi. Je l'assume. Il faut se rendre compte de ce qui nous pendait au nez : le démantèlement pur et simple de la sidérurgie européenne. Qui peut croire que nous pouvons vivre dans ce monde géopolitique instable sans nos propres capacités à fabriquer nos voitures et nos tanks ? » Un protectionnisme guerrier dont se garent les parasites, mais qui ne créera pas le moindre emploi.

PIERRE SELIM • 14/10/2025

Une grève contre la peste Depestele



Trois bâtiments composent le site de production du lin de Bourguébus, près de Caen. Dans l'un d'eux, un ouvrier est mort il y a sept ans, littéralement coupé en deux par une machine. Lorsque les 19 ouvrières et ouvriers du centre de production de lin technique (CPLT) se sont tournés vers l'inspection du travail pour dénoncer les dangers sur leur sécurité et leur santé, elle ne savait même pas que le CPLT existait.

Depuis plusieurs années, les ouvrières respirent la poussière de lin sans masque adéquat. Les grévistes viennent de saisir elles-mêmes la médecine du travail pour vérifier l'état de leurs poumons. Il n'y a pas de détecteur de fumée dans leur bâtiment et il y a quelques mois, un départ de feu s'y est déclaré. Les machines passent à quelques centimètres de leur tête et elles travaillent la peur au ventre. Les grévistes racontent les remarques sexistes quotidiennes des managers, par ailleurs élus au CSE, comme « j'aime quand c'est serré », ou « ça mérite un câlin et un bisou ». Les toilettes sont à plusieurs centaines de mètres et elles sont régulièrement obligées de se soulager dans l'herbe, derrière l'usine, exposées aux passages des collègues et des chefs ! Quand elles font remonter les faits, la direction les renvoie vers les élus CSE, c'est-à-dire les mêmes qui les harcèlent.

ORGANISATION DE LA RIPOSTE ET RÉPRESSION VIOLENTE

Plusieurs d'entre elles ont toqué à la porte de la CGT en juin dernier, une première sur le site. Que les ouvrières relèvent la tête pour se défendre, voilà qui est insupportable

pour la direction et les petits managers, dont l'impunité n'avait jamais été contestée. Les chefs ont pris prétexte d'une discussion tendue entre deux collègues pour justifier, pendant l'été, le licenciement de l'une des deux : une des ouvrières qui avaient monté la section CGT. C'est la raison principale qui a poussé à la grève.

Parmi les sept collègues qui ont cessé le travail au CPLT, quatre sont aujourd'hui en arrêt maladie pour burn-out et harcèlement. Mais les trois autres ne se démontent pas. Deux collègues des deux autres bâtiments ont débrayé à deux reprises pour rejoindre le piquet et l'un d'eux s'est syndiqué à son tour. Les discussions permises par le piquet ont fait émerger d'autres dégueulasseries, comme le fait que les salaires de l'usine n'étaient pas à la grille. Le vol va de 9 à 25 centimes l'heure, ce qui peut représenter plusieurs centaines d'euros sur l'année !

L'élargissement de la grève dans l'usine, puis si possible à l'échelle du groupe, permettrait au mouvement d'avoir un plus grand impact sur la production et de renforcer la bataille face à une direction qui a menacé toute la section CGT de licenciement.

CORRESPONDANTE • 14/10/2025

LA POSTE

Sortir de l'isolement et s'organiser : compte-rendu d'une réunion de postiers dans les Yvelines

Vingt postières et postiers de Saint-Germain-en-Laye, Marly-le-Roi, Gargenville et Poissy se sont réunis jeudi 9 octobre après leur journée de travail, à l'appel du syndicat SUD. Au centre des discussions : comment faire face à la pression constante que met la direction, avec notamment le chantage sur le « fini-parti ». La possibilité pour les facteurs et factrices qui finissent leur tournée avant leur fin de service de partir du boulot constitue en effet l'un des seuls avantages du métier. Les cadres menacent dans certains bureaux de le supprimer si les agents n'acceptent pas des tâches supplémentaires non payées... Quoi qu'il en soit, cet acquis est petit à petit rogné :

sous l'effet des restructurations, les tournées sont de plus en plus longues et de moins en moins de facteurs finissent avant leur heure de fin de service... La réunion a été l'occasion pour les agents de Saint-Germain-Marly de commencer à s'organiser pour refuser les pressions managériales de ce type.

Quant au site de Poissy, qui abrite 100 agents de la distribution courrier et environ 200 agents des colis, avec l'annonce de l'arrivée probable du nouveau complexe du PSG sur la zone géographique qui comprend l'usine Stellantis et le site de La Poste, de nouvelles délocalisations et réorganisations pendent au nez des collègues. La bataille ne fait que commen-

LA POSTE

LA CAMPAGNE POUR LES CINQ POSTIÈRES ET POSTIERS DU 92 DOIT CONTINUER !

Le 10 juillet dernier, la décision est tombée, particulièrement scandaleuse à l'encontre des cinq postières et postiers du 92, dont nos camarades Gaël et Yann : amendes avec sursis pour Brahim, Dalila, Mohamed, Yann et Gaël, celui-ci gratifié en prime de six mois de prison avec sursis. Pour quel motif ?

Pour s'être rendus en délégation de grévistes en 2014 au siège social de leur propre entreprise, afin de tout simplement demander à pouvoir négocier des embauches de collègues précaires.

Les cinq ont fait appel de ce jugement, qui est suspendu.

Les implications en sont néanmoins lourdes. Tout d'abord concernant notre camarade Gaël : la perspective d'une peine de prison pour avoir participé à une grève il y a plus de dix ans ne peut être comprise que comme une volonté de mettre une épée de Damoclès au-dessus de sa tête.

Les postières et postiers combattifs du 92 n'ont pas arrêté de silloner les bureaux de poste depuis le 10 juillet dernier, bien au contraire. Cependant, l'enjeu de ce jugement les dépasse largement : si on peut être condamné pour « violation de domicile » dans le cadre d'une grève, c'est d'une criminalisation de la grève qu'il s'agit.

Autre scandale : le jugement a été lu le 10 juillet au tribunal... mais le jugement écrit n'est toujours pas parvenu aux premiers concernés ni à leur avocat ! Ainsi en 2025, il est possible de prononcer une condamnation aussi grave... à l'oral ! Sans trace écrite !

Raison de plus pour reprendre la mobilisation pour la relaxe des cinq et la réintroduction de Gaël et Yann ! Une réunion unitaire se tiendra le 18 novembre à Paris.

CORRESPONDANT • 14/10/2025

cer sur ce terrain, mais à la suite de la réunion, une chose est sûre : les postières et postiers qui y ont participé ne seront pas isolés. Elles et ils se sont donnés rendez-vous pour une réunion des postières et postiers de l'Île-de-France le 6 novembre prochain à la bourse du travail de Paris, et ont programmé une prochaine réunion pour les Yvelines en décembre.

CORRESPONDANT • 14/10/2025

Les pétards et les vautours

Lundi 6 septembre, les enseignants du lycée Robert Doisneau de Vaulx-en-Velin (Rhône) ont exercé leur droit de retrait après des incidents survenus les jours précédents : mortiers d'artifice, fumigènes, départ de feu dans les toilettes. Ces problèmes trouvent leur origine dans la violence de l'institution scolaire contre les jeunes des classes populaires et notamment dans le manque de moyens à la disposition des enseignants pour faire leur travail correctement. C'est pour les résoudre que les profs ont ouvert le dialogue le lendemain avec leurs élèves, lors de la reprise des cours, et qu'ils continuent de revendiquer des postes supplémentaires, la réduction des effectifs par classe et ainsi de suite. Mais ce n'est pas ça qu'ont

donné à voir les grands médias (TF1, *Le Figaro*, BFM...) qui n'ont parlé de cette « affaire » que comme un fait divers pour alimenter les préjugés racistes sur les jeunes des villes ouvrières et justifier leurs obsessions sécuritaires... ce qui tend un peu plus la situation ! Après avoir été éconduits par le rectorat, les enseignants restent mobilisés, notamment pour que le lycée réintègre le réseau éducation prioritaire dont ils ont été sortis il y a plus de dix ans. Pour imposer cette revendication, il faut un mouvement d'ensemble dans les lycées populaires !

BASTIEN THOMAS • 14/10/2025

LE PATRONAT DU TRANSPORT À LA MANŒUVRE

Le nouveau président de l'organisation patronale UTPF et de Transdev a une rentrée chargée : après avoir paradé à la fête de l'Humanité, Thierry Mallet définissait début octobre les grandes orientations du secteur. Il aurait pu prendre son temps, la valse des gouvernements n'est peut-être pas terminée... Quoique, le LR Tabarot semble bien accroché au maroquin, auteur d'une loi sécuritaire qui « renforce les pouvoirs des agents de sécurité interne aux opérateurs », il était des trois éphémères derniers gouvernements !

Plus surprenant à première vue, l'UTPF propose une augmentation du fameux versement mobilité, une taxe sur les entreprises de plus de onze salariés qui permet le financement du transport public. Comprise entre 0,55 et 2 % de la masse salariale (fonction globalement de la taille des agglomérations), cet impôt ne met vraiment pas en danger les entreprises, et encore moins les plus grandes. Par ailleurs, elles profitent toutes largement des infrastructures de transport collectif pour amener les salariés au travail... Un patron qui demande l'augmentation d'un impôt, surprenant ! Qu'on se

rassure, Mallet ne demande en réalité que la mise en conformité du dépassement du plafond maximal de 2 % entre la région parisienne (qui peut le dépasser) et le reste du pays.

Une mesure hypocrite donc, bien loin de ce qu'il faudrait pour développer les réseaux... Pour atteindre cet objectif, et ainsi répondre à l'urgence climatique, il faudrait en effet prendre davantage d'argent là où il est, dans les poches du patronat. La préoccupation du patronat du transport consiste plutôt à attaquer les salaires et les conditions de travail (souvent avec la complicité des bureaucraties syndicales), pour organiser une pseudo-concurrence soi-disant bénéfique au développement de l'offre de transport. Décidément, c'est bien aux travailleurs (en premier lieu du transport, qui connaissent leurs métiers) que devrait incomber l'organisation d'un transport collectif massif, fiable et gratuit.

PHILIPPE CAVÉGLIA • 14/10/2025

SNCF : à Saint-Lazare, les cheminots refusent le « Squid Game » patronal

Prolongement de la ligne E vers l'ouest dans le cadre du projet « Eole », transfert de la ligne L à une filiale de la SNCF en décembre 2026, ouverture à la concurrence de la ligne J fin 2027... les bouleversements sur la gare de Paris-Saint-Lazare sont l'occasion pour la direction de la SNCF de multiplier les menaces d'attaques d'ampleur : augmentation du temps de travail, « flexibilité » accrue, pertes d'éléments de rémunération... Pour faire passer ces attaques, la direction cherche à mettre en place un jeu lugubre de chaises musicales entre collègues : les « volontaires » pour remplir les postes transférés sur la ligne L doivent l'être d'ici fin octobre, sans aucune garantie sur la future organisation du travail... Mais les « non-volontaires » risqueront, eux, d'être transférés de force sous peine de licenciement ou bien mutés sur Eole, voire potentiellement sur toute

l'Île-de-France. Quant à ceux qui resteront sur la ligne J pour un an de plus ou sur le RER A, la direction a déjà annoncé des « restructurations »... Bref, l'herbe n'est pas plus verte ailleurs. À la suite de plusieurs journées de grève sur la ligne L, ce sont les cheminots de l'ensemble des lignes de Paris-Saint-Lazare qui sont maintenant appelés à la mobilisation jeudi 16 octobre : il n'y aura pas de porte de sortie individuelle, c'est tous et toutes ensemble qu'on peut faire bloc dès aujourd'hui, pour s'opposer à ces attaques et manœuvres de division patronales. Et si la direction de la SNCF fait de Saint-Lazare son laboratoire en prévision de l'ouverture à la concurrence de l'ensemble des lignes Transiliennes, à nous d'y expérimenter la lutte la plus explosive possible.

CORRESPONDANTS • 14/10/2025

DANS LE 76 : LES COLLÈGES PUBLICS AU RÉGIME SEC POUR 2026



Lors de la réunion du Conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN) du 28 septembre, la dotation de fonctionnement pour les collèges de Seine-Maritime annoncée pour l'année prochaine préfigure bien l'austérité budgétaire programmée pour tous les services publics : 400 000 euros de moins ! Soit une moyenne de 4 000 euros de moins pour chacun des 109 collèges du département. Mais pour certains, ce seront plusieurs dizaines de milliers d'euros. Et en plus, lors des conseils d'administration de rentrée, les représentants du personnel et des parents apprendront qu'il va falloir aussi rendre l'argent dit « des fonds de réserve » au département : ce seront par exemple 19 000 euros à rendre pour le collège d'Oissel, pourtant classé en réseau d'éducation prioritaire et où l'argent va manquer pour les sorties scolaires, qui seront désormais « un luxe ». Quant au renouvellement des manuels scolaires, même pas la peine d'y penser !

CORRESPONDANTE • 14/10/2025

Interview

GRÈVE DES ATSEM¹ DE LORMONT : « C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS, C'EST NOUS QUI DÉCIDONS »

Notre colère couvait depuis longtemps. Depuis des années, la hiérarchie nous méprise, nous utilise comme bouche-trous, nous en fait faire toujours plus... Nos conditions de travail sont éprouvantes, d'autant plus dans ce secteur difficile classé en REP+ (réseau d'éducation prioritaire renforcé).

La semaine scolaire est repassée à quatre jours à la rentrée. Mais le maire nous impose une semaine de cinq jours, avec des mercredis travaillés où nous sommes soit sur nos écoles pour du ménage, soit dans les centres de loisirs à la restauration. Nous n'avons jamais été consultées, pas plus que les représentants syndicaux.



Que revendiquez-vous ?

La même semaine de quatre jours que les enseignantes et enseignants avec lesquels nous travaillons. La reconnaissance de notre qualification, le CAP petite enfance. Nous considérons que les centres de loisirs, pendant les semaines de classe, n'entrent pas dans nos missions. C'est nous les premières concernées pour décider comment organiser nos semaines, ce que refuse d'entendre le maire. Nous voulons des journées un peu plus longues mais moins concentrées, moins stressantes et fatigantes, plus de temps auprès des enfants et le mercredi de repos.

Comment vous êtes-vous organisées ?

Nous avons fait trois semaines complètes de grève de la restauration scolaire, entre midi et 14 heures, à 37 sur 46 Atsem, puis des journées plus éparses. Nous sommes soutenues depuis le début par les syndicats CGT-territoriaux, Educ'Action et la FSU. Tous les midis, nous nous retrouvons pour pique-niquer et tenir notre assemblée devant la mairie de Lormont. Nous y avons confectionné notre banderole et nos pancartes pour participer aux manifestations des 10 et 18 septembre. Nous avons aussi le soutien de nombreux parents, enseignantes et enseignants.

La mairie a tout tenté : division, chantage, menaces, dénigrement de notre grève auprès des parents. À notre troisième semaine de grève, le maire a sorti une note de service qui nous interdit de ne faire que deux heures de grève par jour. Nous en demandons la suspension par un référendum au tribunal.

¹ Agentes et agents territoriaux spécialisés qui travaillent auprès des enseignants de classes maternelles.

Où en êtes-vous aujourd'hui ?

La mobilisation continue, avec la poursuite de la grève des centres de loisirs le mercredi.

Nous étions en grève le 9, journée nationale de la santé et de l'action sociale. Nous avons appelé à un rassemblement devant la mairie auquel se sont associées des Atsem grévistes d'autres communes. Le maire n'a pas encore cédé à notre revendication, mais nous avons déjà gagné. Nous sommes sorties du silence. On n'avait aucune expérience, c'est la première fois qu'on fait une grève où c'est nous qui décidons de tout. Nous avons affirmé la légitimité de nos droits et relevé la tête. C'est déjà une grande victoire.

PROPOS REÇUEILLIS PAR CHRISTINE HÉRAUD

Donnez à la caisse de grève



Fermeture de la maternité des Lilas par l'ARS : avide rassemblement de sangsues ?



de date de licenciement, mais des directeurs successifs avec de fausses solutions pour justifier la fermeture. Eux, qui bien sûr partent avec 60 000 à 140 000 euros d'indemnités pour moins de quatre ans en poste. A contrario, on propose au personnel de se greffer à des services qui ne peuvent pas les accueillir à l'hôpital de Montreuil. Ou de rejoindre des structures dans lesquelles les conditions de travail sont détériorées : diminution du nombre de sages-femmes de garde, pas de salle de pause prévue, tâches d'hôtellerie et de bionettoyage pour les auxiliaires de puériculture qui font les bouche-trous, baisses de salaire et non-prise en compte de l'ancienneté. Pour les patientes et les patients du 93, département le plus pauvre de l'Hexagone, qui connaît aussi le plus fort taux de natalité, c'est un coup de massue, car il s'agit de la quatrième maternité qui ferme ses portes en dix ans. Pour les Lilas, il s'agit maintenant de tenter de replacer ici et là ses patientes, bien que certaines accoucheant dans moins de deux mois. Dans cette structure, ce sont 700 IVG et 600 naissances par an. Tant que le choix restera de couper dans les budgets et de fermer des maternités, le changement de département sera généralisé. Plus largement, 32 structures d'IVG ont fermé en France et sept centres de santé en Île-de-France ces dernières années. Ces fermetures n'ont rien d'anodin et s'inscrivent dans une logique de politiques menées par et pour le profit, qui précarise davantage les habitantes et les habitants de déserts médicaux.

MADDIE FORESTIER • 14/10/2025

Retrouvez notre article sur le site



CHU de Nantes : trois grèves simultanées

Les assistants de la régulation médicale du Samu ont ouvert la danse le 30 septembre : 20 professionnels sur 50 sont entrés en grève illimitée. Ces assistants sont le premier maillon de la chaîne lorsqu'on compose le 15. Ils dénoncent l'épuisement du personnel, attendent parfois jusqu'à quatre heures en ligne pour avoir un médecin dans un contexte où l'activité du service a augmenté de 15 % en un an.

Du côté des services de chirurgie, quatre d'entre eux se sont coordonnés depuis le 6 octobre contre la réouverture d'une salle d'opération, car, avec le nombre de salles actuel, le personnel n'est déjà pas assez nombreux, pas assez formé et manque de matériel.

Malgré une réunion organisée par la direction avec le personnel, plusieurs soignants continuent la grève car ils sont insatisfaits des réponses données.

Dans la même veine, depuis le 8 octobre, les assistantes médico-administratives du centre de soins dentaires sont également en grève, car le secrétariat est débordé suite à la suppression de deux postes d'admissionnistes. Le secrétariat est d'autant plus sollicité du fait de l'accroissement de la précarité et de la pénurie de dentistes sur le territoire.

La colère des hospitaliers déborde et s'organise. Les problèmes sont partout les mêmes : sous-effectif et épuisement. Mais les grèves restent encore trop invisibilisées, car, dans la majorité des cas, les grévistes sont assignés, ce qui décourage de faire grève. Pour les rendre plus visibles, il faudra s'adresser à tous et coordonner nos colères et nos revendications - et ainsi faire trembler la direction.

CORRESPONDANTE • 14/10/2025

Abonnez-vous et abonnez vos proches !

Parce que *Révolutionnaires* est un support pour défendre les idées communistes et internationalistes contre vents et marées, nous cherchons à augmenter sa diffusion. Cette publication est indispensable aux militants du NPA-Révolutionnaires bien sûr mais pas seulement ! Ce journal se veut un outil pour le pôle des révolutionnaires, utile aux militants ouvriers, aux communistes, aux jeunes, aux travailleurs et travailleuses qui se posent des questions... bref, à l'ensemble de notre classe et à tous les révoltés !

S'abonner à *Révolutionnaires*, c'est recevoir le journal dans sa boîte aux lettres toutes les deux semaines - trop peu fréquent pour commenter chaque rebondissement gouvernemental mais assez pour aller dans le fond des idées et sortir de l'instantané et du « prêt-à-penser ». S'abonner, c'est aussi contribuer à financer l'impression et la diffusion de *Révolutionnaires*, c'est faire vivre un média militant qui n'est pas aux ordres des milliardaires.



LIVRE

UN MONDE EN GUERRES

CLAUDE SERFATI

Textuel, 2024, 22,90 €

Économiste spécialisé dans l'étude du secteur de l'armement et ancien militant trotskiste de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), Claude Serfaty propose une synthèse sur l'état actuel des rapports de force impérialistes dans le monde.

Le premier chapitre rappelle à quel point l'histoire du capitalisme repose sur les guerres. Les chapitres 2 (sur l'Union européenne) et 3 (sur la rivalité Chine-États-Unis) analysent la militarisation croissante en s'appuyant sur l'idée de développement inégal et combiné de Trotski et la notion d'impérialisme de Lénine.

Publié quelques mois avant l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche, l'auteur montre à quel point la période de la fin du 19^e au début du 20^e siècle ressemble à l'époque actuelle. Le déclin de l'hégémonie américaine et l'aggravation de la concurrence internationale



constituent la toile de fond de la multiplication des conflits armés et de l'explosion des budgets militaires.

Le livre expose les contradictions de l'Union européenne, notamment comment les rivalités entre les États membres compliquent les projets de réarmement européen. Le dernier chapitre décrit le développement de l'intelligence artificielle en montrant son usage dans l'industrie militaire à Gaza. On y apprend que certaines grandes entreprises de l'armement en pointe dans le secteur en dégagent de juteux bénéfices alors qu'elles sont sous perfusion d'argent public.

Cet ouvrage, parce qu'il est très documenté et riche en arguments pour comprendre la période actuelle, ouvre certains débats, comme l'ambiguïté nationaliste de certains mots d'ordre anti-Union européenne ou encore la pertinence des critiques de la prétendue technophilie du marxisme. Débats qui rebondiront dans nos colonnes et dans d'autres, à n'en pas douter !

ROBIN KLIMT • 14/10/2025

PREMIÈRE FÊTE DU NPA RÉVOLUTIONNAIRES À ANGERS !



nales Raphaëlle Mizony et Selma Labib, a permis de revenir sur la situation en Palestine, les révoltes de la GenZ dans le monde et la crise institutionnelle en France. Une librairie militante proposait des romans et des essais politiques invitant à découvrir les luttes actuelles et passées et les idées révolutionnaires. Des militants du NPA-L'Anticapitaliste et de Lutte ouvrière ont aussi tenu des tables de presse et participé aux débats dans une ambiance fraternelle.

La fête s'est poursuivie de façon festive et conviviale, autour d'un délicieux chili végétarien ou devant la scène ouverte musicale du soir !

Une belle réussite, donc, qui a permis aux militantes et militants d'Angers de rendre visibles leurs activités et de renconter de nouvelles personnes qui ne les connaissaient pas auparavant. Une première fête qui donne déjà envie d'être à celle de l'année prochaine !

Pour joindre les militantes et militants d'Angers : npajeunesangers49@gmail.com

CORRESPONDANT

En Gironde, une fête des révolutionnaires réussie

Le 4 octobre avait lieu à Cenon la fête annuelle du NPA-R 33. Une édition réussie, occasion de nombreuses discussions au cours des débats et autour des stands, à la librairie ainsi qu'avec des militants et militantes des organisations qui avaient répondu à notre invitation, LO, RP, AC!, le collectif Kanaky, le Comité action Palestine, Solidaires étudiants... Les différents débats ont fait le plein, de celui animé par des jeunes camarades sur la question de la montée du militarisme dans le monde, et celui autour de la présentation par Benoit Trépied de son livre *Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie*, au débat central « Après le 10 et le 18 septembre, contre Macron et le capitalisme, quelle organisation et quelles perspectives pour le mouvement ? ».

La prise de parole d'une délégation d'Atsem grévistes de Lormont, avant les allocutions de nos camarades Laurent Delage pour le NPA-R 33 et Selma Labib, porte-parole nationale, a été un moment fort, qu'elles ont conclu avec le slogan devenu celui de leur mouvement « C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons, grève-grève-grève des Atsem de Lormont ! ».



Laurent et Selma, intervenant sur la crise sociale et politique, le mouvement parti de « Bloquons » tout, dans un contexte marqué par les révoltes de la Gen Z dans de nombreux pays, ont posé la question de la nécessité de s'organiser, d'un parti pour nos luttes, pour poser la question du pouvoir. La soirée s'est poursuivie autour d'un repas thaï très apprécié préparé par une super équipe, et le concert de Ninoska et Gaston qui ont fait danser au son de musiques de lutte latino-américaines et caraïbéennes.



Madagascar : le président, ami de Macron prend la fuite face à la révolte

La révolte qui a éclaté à Madagascar contre la corruption, les coupures d'eau et d'électricité, sous la bannière de la « GenZ », vient d'entrainer la fuite du président Rajoelina, en place depuis 2009 (et largement soutenu jusqu'à aujourd'hui par Macron). Il a été exfiltré à bord d'un avion de l'armée française. Son complice milliardaire Ravatomanga et l'ancien Premier ministre Christian Ntsay ont fui de leur côté sur l'île Maurice.

LE POUVOIR ÉBRANLÉ

Rajoelina avait pourtant tout tenté pour rester au pouvoir. Il s'obstine d'ailleurs à dire qu'il n'est pas démissionnaire et annonce par décret, de son exil, la dissolution de l'Assemblée nationale, ce mardi 14 octobre, alors que la mobilisation ne faiblit pas ! La répression a pourtant déjà tué plus de vingt personnes. Chaque jour, les manifestations se sont poursuivies à Antananarivo et dans d'autres grandes villes comme Antsiranana, Tuléar, Antsirabe et Fianarantsoa. Sous pression, le président a limogé son gouvernement le 6 octobre et nommé Premier ministre un général, ancien chef du cabinet militaire du Premier ministre sortant. Les protestations ont continué. Le 11 octobre, c'est l'armée qui lui a fait faux bond, derrière l'une de ses principales composantes, le régiment Capsat (base militaire de la capitale), le même qui déjà en 2009 avait œuvré au renversement de l'ancien président Ravalomanana lors d'un soulèvement populaire... pour mettre en place Rajoelina ! Cette fraction de l'armée agit sous la pression des manifestants, mais pour sauver l'essentiel du régime, tout en alimentant des illusions, notamment parmi des animateurs du collectif « GenZ Madagascar », qui espèrent changer les choses en participant au nouveau gouvernement.

LA CONTINUITÉ DE L'ÉTAT MALGACHE ET LE RÔLE DE L'ARMÉE

Si la tête du régime a été coupée, ses membres fonctionnent toujours. Des gouverneurs nommés par Rajoelina en 2019 conservent leurs postes. La négociation pour renverser Rajoelina a été menée entre le colonel dirigeant le Capsat et les généraux toujours en poste, dont le chef d'état-major. Le ministre de la Gendarmerie, Rakotondrazaka, impliqué dans la répression, est également resté en place. La passation de fonction au nouveau chef d'état major s'est déroulée en présence du ministre des Forces armées du dernier gouvernement Rajoelina. Et l'opposition parlementaire et l'armée ont commencé à s'employer à canaliser la révolte vers des voies

institutionnelles.

LES RÉVOLTÉS ET USURPATEURS DE RÉVOLTES

La révolte a donc marqué des points, mais nombreux sont les politiciens, appartenant à l'opposition ou non, qui accourent pour prendre la place du président déchu. Ils tentent de donner le change, pour reprendre le contrôle et poursuivre la même politique au service de la même minorité de riches possédants de la grande île, et de ces compagnies, dont en bonne place les entreprises françaises, qui exploitent toutes les richesses du pays. Toujours l'empreinte d'un vieux colonialisme pas mort, dont Macron se fait aujourd'hui le champion ! Le spectacle de tous les vieux gouvernements et chefs des forces de répressions soudain convertis, n'est pas de nature à nourrir des illusions chez les jeunes révoltés et dans les classes populaires, elles qui ne connaissent que misère et pénuries. L'enjeu est de ne pas se voir ravir les fruits de la révolte, comme cela a été le cas en 2009, ou plus récemment au Bangladesh ou au Népal...

ARVO VYLT • 14/10/2025



MANIFESTANTS AU BORD DU LAC ANOSY, SOUTENUS PAR LES FORCES ARMÉES.

Non à une augmentation des frais d'inscription à l'université !

Les ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR) ont l'obsession d'augmenter les frais d'inscription à l'université. En son temps, Patrick Hetzel (député LR et ministre de l'ESR du gouvernement Barnier) admirait le modèle chinois qui demande 5000 euros à chaque candidat à l'université, le rêve !

Après avoir restreint les subventions aux universités pendant des décennies, l'État agite la possibilité d'augmenter les frais d'inscription pour se financer. C'est déjà le cas pour les étudiants étrangers (hors UE) qui doivent payer dix-sept fois plus que leurs camarades de promo. Un rapport récent de l'inspection générale des finances propose de généraliser cette hausse à l'ensemble des étudiants : de 178 à 2 850 euros pour la licence, et de 254 à 3 879 euros pour le master.

De quoi faire trois milliards de recettes, à l'heure où l'État gave à coup de centaines de milliards d'argent public les patrons et l'armée. Alors que la précarité étudiante explose, qu'un étudiant sur dix dort occasionnellement dans la rue, une telle augmentation achèverait de fermer les portes de la fac aux jeunes les plus défavorisés... à moins d'emprunter aux banques et de les enrichir, comme dans le privé ? Hors de question !

BENJAMIN PALKA • 14/10/2025

LES SANS-FACS EN LUTTE JUSQU'AUX INSCRIPTIONS !

À peine le premier semestre entamé, que l'on nous parle déjà de l'ouverture en décembre de Parcoursup 2026, comme pour pousser vers la sortie l'édition de 2025. Pas d'accord ! Les bilans rendus publics par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche indiquent que sur près d'un million de candidats, entre 290 000 et 320 000 sont laissés sans aucune proposition d'affectation à l'université, soit 25 000 de plus que l'année dernière. Une sélection toujours plus aggressive, rentrée après rentrée, inspirée par la même politique d'écartier des bancs des facs les enfants d'ouvriers et/ou issus de l'immigration, surreprésentés dans le tiers de candidats laissés sur le carreau par la plateforme. En ce qui concerne les candidats à un master, soumis depuis 2022 à la mal nommée plateforme MonMaster, le bilan est aussi désastreux.

Les gouvernements rencontrent à chaque rentrée une résistance tenace. Dans des mobilisations de « sans-facs », constitués en collectifs et soutenus par des militants syndicaux et politiques, des jeunes refusés à l'université s'organisent contre ce tri social. Depuis septembre, leur colère s'est liée à celle des jeunes et des travailleurs qui ont fait grève et ont manifesté contre les projets d'austérité budgétaire. Nombreuses et nombreux ont défilé ensemble aux cris de « Facs ouvertes aux enfants d'ouvriers, facs fermées aux intérêts privés ! ».

Les présidences d'universités, relais des politiques du patronat, ont de leur côté durci le ton. Rendez-vous avec les sans-facs refusés, surveillance et répression accrues sur les campus, refus d'étudier les dossiers sur la base d'une « égalité de traitement entre les candidats » (la mauvaise blague !), elles espèrent essouffler les mobilisations. Mais il n'en est rien, et les collectifs de sans-facs, par leurs actions et rassemblements, ont su leur rappeler qu'une université qui nie le droit à étudier, c'est une université qui doit s'attendre à voir ses conseils envahis et la solidarité s'organiser, s'afficher sur des pancartes réclamant l'inscription immédiate de tous les sans-facs.

Les sans-facs ont très bien compris que c'est l'organisation collective qui peut faire trembler dans les bureaux où l'on voterait promptement, sinon, la promesse d'un avenir de misère.

CORRESPONDANTS • 14/10/2025

Le capitalisme nous fait la guerre : RENVERSONS-LE !

WEEK-END DE FORMATION

29 NOVEMBRE & 30 À PARIS

scanne le QR code pour t'inscrire !

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉvolutionnaires ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org

FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires

X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES
RÉvolutionnaires**